HISTORIA magazine

(80)

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 307 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



UN PREMIER BILAN DU PLAN CHALLE



LA GUERRE D'ALGÉRIE

CHAQUE MOIS LES MEILLEURES PHOTOS, EN DIAPOSITIVES

ALBUM N° 8

85 

86 

87 

88 

89 

90 

91 

92 

93 

94 

95 

96 

85. Gorge au Sahara. - 86. Le général Massu. - 87. Parachutiste en Kabylie. - 88. Tiliouat. - 89. Kabylie, la Djurdjura. - 90. Place Kennedy à El-Biar. - 91. Hélicoptères dans le Constantinois. - 92. Harkis à cheval. - 93. Constantine : la Casbah. - 94. Marché à Tamentout. - 95. Hassi-Messaoud. - 96. Alger : Bab-el-Oued.

PENDANT LES VOYAGES DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Jean FONTUGNE

LA France se remet lentement de l'insurrection qui l'a divisée. Le gouvernement se retrouve rapidement face aux difficiles problèmes de politique sociale qu'il n'avait pu résoudre : l'agitation paysanne, l'aide à l'enseignement privé. Il y consacrera le mois d'avril.

L'opposition, de son côté, s'organise et les socialistes participent désormais activement aux campagnes menées contre le nouveau régime. L'U.N.E.F., enfin, peut-être pour la première fois de son histoire, s'engage politiquement. Ses membres votent même, lors de l'assemblée générale de 1960, une motion réclamant des négociations avec le F.L.N. pour un cessez-le-feu et l'autodétermination.

La France découvre, en ce même mois d'avril, au fur et à mesure que progresse l'instruction du procès des militants du réseau Jeanson, l'aide apportée au F.L.N. par les intellectuels. L'opinion publique, dans sa grande majorité, condamne d'autant plus cette activité que le terrorisme algérien se manifeste par une série d'attentats en fin de mois.

Mais devant le courant de sympathie qu'il constate en métropole, le G.P.R.A. ne reste pas inactif et poursuit son effort pour internationaliser le problème algérien. Il en étudie les possibilités au cours de sa réunion à Tripoli, du 4 au 6 avril. Puis il profite de la tribune qui lui est offerte à la conférence panafricaine d'Accra pour multiplier ses initiatives.

Quant au général de Gaulle, sa décision est prise de ne pas tenir compte de l'effervescence du climat social. Après la mutation du général Challe et l'explosion de la deuxième bombe A française à Reggane, assuré d'un gouvernement stable grâce à la majorité favorable qu'il possède à l'Assemblée nationale, le président de la République se rend à l'étranger. Il sera reçu avec le même éclat d'abord en Grande-Bretagne, puis au Canada et aux États-Unis. De là, il se rendra en Guyane et aux Antilles.

Pendant son absence, qui durera près de trois semaines, les organisateurs de l'insurrection du 24 janvier créent le mouvement Algérie-Sahara avec la participation massive des anciens cadres des unités territoriales. Cette opposition, qui se structure rapidement, se prépare à passer à l'action.

J. F.

Sommaire n° 80 - Historia magazine n° 307

CHALLE A LA POURSUITE DES DJOUNOUD

Pochard

A Kremak-Bayoun, près de Bessombourg, des soldats couvrent le toit d'une maison. Au mois de novembre 1959, Challe lance dans la région l'opération « Pierres-Précieuses ».

JUILLET 1959, une véritable tornade s'abat sur la Kabylie. L'opération « Jumelles », dans le cadre du plan Challe, bat son plein. Le commandant en chef lui-même préside à l'opération. Il a établi son P.C. « Artois » en plein cœur du massif, à 1 600 mètres d'altitude, non loin de l'endroit où le célèbre Amirouche, de sinistre mémoire, a trouvé la mort le jour de Pâques.

Pendant des jours, des semaines, c'est le carrousel incessant des avions, des hélicoptères. Des colonnes de camions remplis de troupes, de ravitaillement, de munitions, encombrent les routes. Près de 40 000 hommes se sont abattus sur un des sanctuaires de la rébellion, la Soummam, l'Akfadou, les monts du Djurdjura. Il y a là 25 000 hommes de secteur, 15 000 hommes des réserves générales, la 10[e] D.P. du général Gracieux, les hommes du colonel Buis, les blindés d'Alger, toute la fine fleur de l'armée française. La marine participe même à l'opération avec un débarquement au cap Sigli, entre Bougie et Port-Gueydon. Jamais encore un tel déploiement de forces n'a eu lieu dans ce massif âpre et tourmenté de Kabylie de 8 000 km², peuplé de 700 000 habitants qui, bien qu'ils appartiennent au rameau berbère, n'en affichent pas moins depuis trois ans une ténacité, une résolution, un fanatisme qui forcent l'admiration.

Qu'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit pas, cette fois, d'une de ces grandes opérations de ratissage éphémères, conçues pour la plus grande joie de certains chefs et l'édification des journalistes. Ce n'est pas un marteau-pilon pour écraser une ▶

Dans le cadre de l'opération « Pierres-Précieuses » se déroule l'opération « Émeraude », pendant l'hiver 1959-1960.



Pochard



ECPA



ECPA

Découverte d'une cache ennemie. Dans sa directive du 22 décembre 1958, Challe décida : de maintenir le quadrillage sur toute la surface alors contrôlée ; de constituer, à l'échelon secteur, des commandos de chasse et un petit élément d'intervention ; de mettre sur pied une réserve de zone ; de constituer, à l'échelon du corps d'armée, une réserve d'éléments héliportables ; de conserver des unités des « réserves générales » pour les missions d'assainissement.

ECPA



mouche. « Jumelles » est tout autre chose, une tentative sans précédent pour étouffer, laminer, briser, extirper la rébellion. Pendant des semaines, le dispositif reste en place, pesant, écrasant. Les troupes s'incrustent dans ce « gruyère » qu'est la Kabylie, fouillent grottes, caches, ravins, lits d'oued desséchés, visitent de fond en comble villages et mechtas aux toits inattendus de tuiles romaines. Des embuscades sont dressées jour et nuit. Les points d'eau sont particulièrement surveillés. Des opérations coups-de-poing incisives, inattendues, sont lancées sur renseignements par des compagnies héliportées, des commandos de chasse, des groupes de harkis. Pris à la gorge, terrassés, dispersés en petits groupes haletants, traqués, repoussés de villages contrôlés jour et nuit, les rebelles accusent le coup. La wilaya 3 se disloque, se désintègre.

Avec la bénédiction du gouvernement

Par la suite, le lieutenant Saada devait raconter : « On ne pouvait plus bouger, on ne mangeait plus. J'étais si faible que je n'arrivais même plus à porter ma mitraillette. L'implantation des postes militaires, la multiplication des postes d'autodéfense et des agents de renseignements nous rendaient la vie et même la survie impossibles. Il a fallu reprendre la population en main. On a liquidé certains traîtres pour l'exemple. En une nuit, à Yakouren, on a liquidé sept Kabyles. Et pourtant, il y avait un poste français... Après quelques exemples comme ceux-là, du jour au lendemain, beaucoup d'autodéfenses assurèrent notre protection. Des villages qu'on disait « pacifiés » se tournèrent vers nous. C'est grâce à cela qu'on a pu survivre. En exécutant les traîtres. Mais jamais on n'a réussi à reprendre l'initiative. » Le succès tactique de « Jumelles » est indiscutable. L'opération prouve, une fois de plus, la qualité du plan Challe.

Ce plan, il suffit d'en rappeler les grandes lignes contenues dans la directive n° 1 du 22 décembre 1958. L'action du commandant en chef se situe à un double niveau. Tout d'abord appliquer dans les « bastions » rebelles une thérapeutique de choc avec les unités des réserves générales reconstituées, paras, légionnaires, massivement appuyés, comme il se doit, par l'aviation. Pendant des mois s'il le faut, on poursuivra, on pistera le rebelle, on le privera de son oxygène, c'est-à-dire de l'appui des populations. « Il ne suffit pas, écrit Challe, d'effectuer un bouclage, de ratisser et de partir. Il faut rester !... Si nous

infernal, traqués au sol, les "djounoud" se terrent ou se font tuer

J.-Ph. Charbonnier/Réalités

L'opération « Jumelles », lancée en juillet 1959 contre les deux Kabylies. Challe avait demandé de garder le plus grand secret : à Constantine et à Alger, seuls quelques officiers étaient au courant et préparaient l'action.

restons longtemps, le rebelle va se cacher. Or il faut qu'il vive. On ne vit pas dans une cache. L'ennemi a besoin de contact avec la population. Si chaque fois qu'il sort, il tombe dans une zone alertée, sa vie va devenir impossible. »

Une fois l' « assainissement » des « sanctuaires » obtenu, la seconde partie de la tâche pourra commencer. Les Kabyles, brisés, décimés, seront à la mesure des unités de secteur, des commandos de chasse, des formations de supplétifs. A eux d'achever le travail entrepris par les réserves générales, d'extirper définitivement la force militaire rebelle. Mais rien de décisif ne sera obtenu sans la destruction de l'organisation politico-administrative du F.L.N. L'assainissement doit ouvrir la voie à toute une gamme de moyens politiques, économiques, sociaux. Il s'agit donc de construire des routes, des écoles, de former des hommes, d'assurer une conversion psychologique. Ce résultat ne pourra être atteint que si le musulman est convaincu de la volonté française d'aboutir, de conserver l'Algérie à la France. Au total, il s'agit, dans un premier temps, de retrouver l'initiative, d'éliminer les bandes, avant de reprendre complètement en main la population.

E.C.P.A.



Opération dans l'Aurès : des massifs montagneux d'accès parfois très difficile où toute progression est dangereuse.

En attendant, Challe entend procéder d'ouest en est, de l'Oranie au Constantinois, dans le sens inverse de la progression de la rébellion. Il s'agit d'aller du faible au fort. Les opérations feront ensuite boule de neige. Les nettoyages successifs permettront d'augmenter la masse des réserves générales et de frapper avec une efficacité accrue. Avec la bénédiction du gouvernement, le premier coup est porté, de février à avril, en Oranie. C'est la 10e D.P. du général Gracieux qui constitue la masse de manœuvre. Pris dans un engrenage infernal, traqués au sol, pourchassés du haut des airs, coupés de leurs sources de ravitaillement, les rebelles se terrent, se font détruire en détail. En deux mois, les résultats sont spectaculaires. La moitié du potentiel de la wilaya 5 peut être considérée comme anéantie : 1 800 rebelles ont été mis hors de combat, 500 capturés, plus de 400 armes de guerre, dont vingt collectives, récupérées. Sur les populations, l'effet est indiscutable. Un revirement s'ébauche. Le nombre des insoumis accuse une chute brutale, la fréquentation scolaire s'accroît. On trouve des candidats pour les fonctions administratives. Le succès rejaillit sur la troupe, qui déborde de confiance à tous les échelons. L'expérience se solde donc par un succès. Le test a réussi, il n'y a plus qu'à continuer.

Du 18 avril au 19 juin, Challe frappe son second coup. Cette fois, c'est l'Algérois qui est concerné. Comme prévu, des ▶

parti de l'Oranie, le général Challe poursuit sa marche vers l'est... et

R. Galbrun

unités du corps d'armée d'Oran peuvent appuyer l'action des réserves générales. Le nom de l'opération ne tient d'ailleurs pas du hasard. « Courroie » est la contraction des mots couronne, le demi-cercle autour d'Alger, et Ouarsenis. Dans cette fameuse wilaya 4, les bandes rebelles sont plus nombreuses qu'en Oranie ; elles se tiennent davantage sur leurs gardes et jouent de la dispersion. Les résultats n'en sont pas moins substantiels : 2 227 rebelles mis hors de combat, 600 armes, dont vingt collectives, saisies. On peut estimer que le potentiel de l'A.L.N. a subi une réduction de 40 %.

Dès le démontage de l'opération, la seconde phase commence aussitôt. Des S.A.S., des écoles, sont ouvertes, sans compter des foyers sportifs pour reprendre en main les jeunes. Près de 200 kilomètres de routes, de pistes sont mis en chantier. On peut entreprendre la constitution des groupes d'autodéfense. Les résultats obtenus par les harkis et les commandos de chasse prouvent qu'un des objectifs majeurs du plan a été atteint : les rebelles ont perdu l'initiative dans leur fief et se trouvent réduits à la défensive.

Encouragé, Challe poursuit sa marche vers l'est et c'est le coup de tonnerre de Kabylie, déclenché avec des moyens encore jamais vus. Quand l'opération, commencée le 21 juillet, s'achève en décembre, la wilaya 3 est démantelée. Ses effectifs ont diminué de 50 %, 4 700 rebelles ont été éliminés, 2 000 armes, dont 44 collectives, récupérées, soit plus de 40 % de l'armement estimé.

Le caractère grandiose de « Jumelles » n'a pas empêché Challe de frapper d'autres coups sévères pendant tout l'automne. Se sont succédé les opérations « Pierres-Précieuses » dans le Nord constantinois, « Rubis » en Petite Kabylie, « Turquoise » dans la région Djidjelli-Mila, « Émeraude » dans la presqu'île de Collo et dans le secteur de Guelma ; enfin « Topaze » dans l'Edough. Partout, les résultats ont été brillants : rien que dans le Hodna, 300 rebelles ont été tués, 134 capturés, sans compter près de 700 armes saisies. L'organisation politico-administrative a été décapitée. Enfin, au Sahara, les quelques bandes qui subsistent ont été sérieusement étrillées. Grâce à l'appui de l'aviation, près de 400 rebelles ont été mis hors de combat, à proximité des régions-frontière. Toute une caravane a

Départ en opération ▶ dans la région de Souk-Ahras. « Le slogan du « barrage qui tue » n'est pas un mythe, dira Challe, et les rebelles le savent mieux que nous. » Les franchissements, aux deux frontières, ne sont en effet jamais bien importants : les barrages jouent bien leur rôle.

Pochard



'opération "jumelles"

◀ **Héliportage des paras du 6ᵉ R.P.I.Ma. au cours de l'opération « Jumelles », que Challe dirige lui-même. A son P.C. du Djurdjura, il passe un jour sur deux « car la guerre est partout et tout est à mener de front ».**

été notamment interceptée au sud-est de Tibertatine.

Au total, le bilan de l'année 1959 apparaît comme singulièrement favorable. Au moment de dresser les comptes, il appert que 26 600 rebelles ont été mis hors de combat et que plus de 11 000 ont été faits prisonniers. Près de 21 000 armes ont été récupérées, dont plus de 2 200 collectives. Toutefois, malgré l'ampleur des moyens mis en œuvre, on n'a pas retrouvé l'acharnement des combats des deux années précédentes. A elle seule, l'année 1958 s'était soldée par la mise hors de combat de plus de 30 600 rebelles. Les pertes des forces de l'ordre avaient alors atteint 11 000 hommes contre 9 000 en 1959. La proportion des prisonniers est également révélatrice. Avec 7 256, elle n'atteint pas en 1958 le quart des fellaghas mis hors de combat. Au cours de l'année suivante, la proportion dépasse 40 %.

Une longue et courageuse agonie

On ne peut nier que Challe ait bénéficié du travail ingrat et souvent obscur de son prédécesseur, le général Salan. Avec l'étanchéité des barrages marocain et tunisien, l'Algérie de 1959 est un « champ clos », coupé de contacts avec l'extérieur. Sans aucun doute, le moral de l'A.L.N. réduite à ses seules forces, privée d'armes, de munitions, de pièces de rechange, de médicaments, n'est plus celui des années précédentes. Le nombre élevé des prisonniers en témoigne, ainsi que celui des armes récupérées.

Il n'en reste pas moins que le plan Challe a porté un coup décisif à l'A.L.N. A la fin de 1958, c'est le commencement de la fin de l'organisation militaire rebelle. Elle ne constitue plus un ensemble structuré. Prise à la gorge au cœur même de ses sanctuaires, elle se trouve hors d'état de résister aux simples troupes de secteur qui parachèvent le travail des forces des réserves générales. « Courroie », « Jumelles », « Pierres-Précieuses » marquent le début d'une asphyxie lente, d'un amenuisement progressif. La force de frappe du F.L.N. entame une longue et courageuse agonie.

En dégarnissant les frontières ouest et est, Challe a pris un risque qui s'est révélé payant. Aucun passage d'envergure n'a pu intervenir et l'offensive dite d'Amirouche, lancée en décembre 1959 sur le barrage tunisien, s'est soldée par



Dans les commandos de chasse s'engageront de nombreux musulmans, harkis ou soldats de l'A.L.N. ralliés.

Les guérilleros du général Challe

■ *Les commandos de chasse ne sont nés ni de l'esprit inventif d'un théoricien de la guerre révolutionnaire ni de l'exemple d'expériences étrangères, mais tout simplement de nécessités tactiques.*

En Indochine, déjà des groupes de commandos mixtes aéroportés, relevant des Services spéciaux, avaient agi, avec plus ou moins de bonheur, sur les arrières de l'ennemi, suscitant des mouvements de résistance contre le Viet-Minh parmi les populations montagnardes. Dans le delta du Tonkin, des commandos – dont le plus célèbre fut celui de l'adjudant Van den Berg – avaient porté la guérilla dans les zones sous influence rebelle, avec également plus ou moins de réussite, selon le dynamisme de l'encadrement, la foi des chefs qui les utilisaient et aussi, bien entendu, la vigueur des réactions de l'adversaire.

Ces unités, encadrées par quelques gradés français, étaient essentiellement à base de Vietnamiens et surtout de rebelles ralliés. Ceux-ci évoluaient au milieu de la population avec plus ou moins d'aisance – comme les Viets – selon le degré d'influence de ces derniers dans la région.

Le général Challe y apportera toutefois quelques conceptions nouvelles. S'il désirait créer dans les anciennes zones refuges des fellaghas, un état permanent d'insécurité et, dans les zones assainies, pourchasser les petites bandes rebelles résiduelles, il assignait aussi à chaque commando un objectif personnel : une unité rebelle – katiba ou ferka – ou zone de passage habituelle aux rebelles – chaînes de relais, filières en tout genre, etc.

La zone d'action d'un commando ne devait pas non plus être étroitement délimitée ni fixée aux limites administratives des sous-préfectures ou des préfectures, dont le rebelle jouait souvent habilement.

Le volume du commando était laissé à l'initiative du commandement intéressé. Il était en effet fonction de l'importance de son adversaire et aussi des appuis dont il pouvait bénéficier.

Ses effectifs devaient être suffisants pour lui permettre une action permanente et non pas périodique de manière à ne laisser aucun répit à l'ennemi.

Soit que les zones d'action eussent été trop vastes, soit que l'adversaire disposât encore d'effectifs importants, Challe recommandait la formation de groupes de commandos placés aux ordres temporaires de P.C. extrêmement mobiles.

Le commandant en chef insistait aussi beaucoup sur la notion du secret des mouvements et sur les déplacements de nuit.

Enfin, par les renseignements de contacts obtenus des populations ou par l'engagement de l'ennemi sur le terrain, le commando permettait l'intervention rapide et à bon escient des réserves héliportées.

Le style d'action de ces unités relevait donc d'une technique bien particulière : mise en place de nuit d'éléments légers d'observation, recherche du combat seulement si l'adversaire était à sa pointure, habileté à esquiver une agression, mise en place d'embuscades patientes sur les itinéraires de l'ennemi, coups de main sur les petits éléments : dépôts, merkès, O.P.A., entraînement à déclencher rapidement les appuis-feu – aviation ou artillerie – ou les renforts.

Comme toutes les directives, les instructions du général Challe présentaient un objectif idéal d'action.

La constitution des commandos de chasse exigeait tout d'abord l'adhésion des subordonnés à un système tactique qui présentait évidemment le danger du pépin possible, ce pépin que beaucoup de commandants de secteur cherchaient à éviter, même au prix d'une « sous-activité » de leurs troupes.

Il fallait aussi trouver des cadres, jeunes, énergiques, robustes, au jugement sûr, ce qui n'était pas une tâche facile dans une armée de terre où la moyenne d'âge des capitaines était de quarante-cinq ans et celle des lieutenants de trente-sept ans ! Résultat d'une politique militaire générale détestable qui se poursuivait aussi bien sous la Vᵉ que sous la IVᵉ République. Il faudra attendre la fin de la guerre d'Algérie pour voir s'instaurer une politique, d'ailleurs très discutable dans son exécution, de rajeunissement de l'encadrement. Enfin, colonels et commandants n'aimaient guère se séparer de leurs meilleurs subordonnés.

Un piquet d'incendie !

Il fallait aussi trouver des soldats, et des soldats aptes à mener une vie rude, à combattre par très petits groupes, à faire preuve d'initiative.

Or l'instruction suivie par les hommes du contingent en métropole et en Allemagne avant leur envoi en A.F.N. ne les prédisposait guère à ce genre d'activités.

On trouva cependant des volontaires aux qualités souvent inégales. Mais surtout, on fit un large appel aux musulmans, aux harkis et parfois à des ralliés ou à des prisonniers qui acceptaient de reprendre les armes contre le F.L.N. Ceux-ci avaient l'habitude du bled, ils étaient entraînés à la vie fruste des montagnards, ils connaissaient bien le comportement des rebelles.

Ils furent les meilleurs éléments des commandos de chasse.

Challe dut déployer beaucoup d'énergie pour faire exécuter ses directives. Il se heurta à des résistances nées d'habitudes routinières : chacun s'était installé dans sa guerre.

Un commandant de secteur répondra un jour au commandant en chef qu'il n'avait pas les moyens de former un commando de chasse : or il disposait de 5 000 hommes !

D'autres s'exécutèrent... mollement. D'autres, enfin, considéraient le commando de chasse comme une simple unité d'intervention : un piquet d'incendie !

A beaucoup d'échelons on considérait les commandos de chasse comme une marotte, une mode qui passerait...

Et pourtant, partout où le commandement poussa le jeu avec discipline et conviction, les résultats furent remarquables.

Un commandant de wilaya me dira plus tard : « Vos commandos de chasse ont propagé chez nos djounoud un sentiment d'insécurité. »

Général Jacquin (C.R.)



P. Coudeyre

◀ Passage d'un oued. Au printemps de 1960, le *djoundi* n'est plus maintenant qu'un homme traqué et Challe pourra écrire : « La phase militaire de la rébellion s'est terminée à l'intérieur de l'Algérie par la défaite du fellagha. »



Char dans la forêt. A Debré, qui parle d'une déflation rapide des effectifs, Challe écrit : « Vous comprendrez sans peine que ce n'est pas au moment où je suis engagé en plein dans la partie qu'il faut m'annoncer qu'on songe déjà à me retirer mes atouts. » ▶





Marguerite Sy

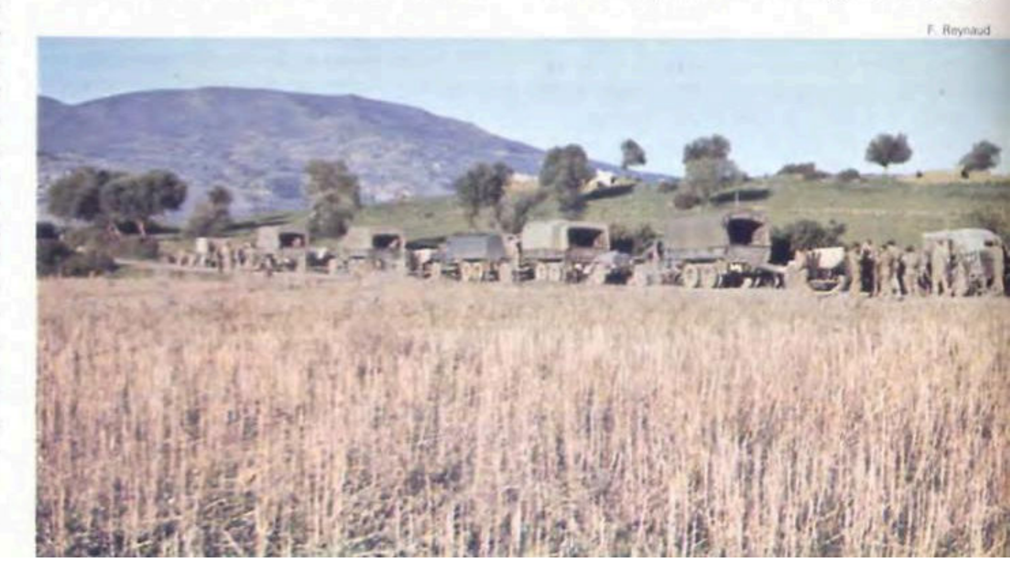
◀ Retour d'expédition. D'ouest en est, le général Challe attaque peu à peu toutes les wilayas. Et bientôt, il peut songer à traiter « les djebels entre Biskra et Bou-Saada [...] et poursuivre de Bou-Saada jusqu'aux monts des Ksour ».

le revirement tant attendu ne se produit pas

un échec cuisant. L'armée F.L.N. de l'extérieur, forte de plus de 10 000 hommes bien armés et bien équipés, et qui dispose d'une réserve de 60 000 armes est, pour l'heure, neutralisée. Elle ne constitue plus, en somme, qu'un facteur politique. En Algérie même, la tâche de Challe n'est cependant pas terminée. Le commandant en chef s'est fixé un planning pour le printemps et l'été de 1960. Les réserves générales seront découplées à nouveau dans les secteurs où l'assainissement reste imparfait, notamment dans l'Algérois et le Constantinois. Mais leur tâche essentielle consistera à « traiter » l'Aurès, le bastion originel de la rébellion, et l'Atlas saharien. Ce programme, défini par la directive n° 3 du 18 décembre 1959, Challe n'aura pas l'honneur de l'accomplir. Il ne bénéficiera pas des deux années de commandement promises par le chef de l'État. Il devra quitter définitivement Alger le 22 avril 1960.

L'affaire des barricades n'est naturellement pas étrangère à ce rappel. Mais il y a autre chose : les limites mêmes de l'action de Challe qui semblent montrer, à Paris, du moins, que l'affaire algérienne ne peut recevoir une solution purement militaire. De fait, les katibas rebelles, si amenuisées et décimées soient-elles, n'en subsistent pas moins et exigent encore la

F. Reynaud





Kauffeisen

présence d'une imposante armature des forces de l'ordre.

Pourtant, Challe a été le premier à adresser une mise en garde, avant même de commencer l'exécution de son plan, contre tout espoir excessif et prématuré. La réussite de ses manœuvres s'intègre dans une perspective à long terme. A la veille de prendre son commandement, il s'est simplement engagé, devant le Comité de défense, « à désorganiser méthodiquement et progressivement l'ennemi intérieur », mais sans promettre la disparition totale de l'O.P.A., des bandes rebelles ou des attentats. « Il ne pourra être finalement question d'un nettoyage total tant que l'ennemi sera aux portes. »

Il n'en reste pas moins que le commandant en chef est le premier à manifester une certaine déception sur les résultats politiques de ses coups de boutoir et à prendre conscience des limites de son plan. A son état-major, on avoue une évidente perplexité. Le désarroi de la population musulmane et son désir de paix sont, à l'évidence, indiscutables. La lassitude est visible et pourtant, cette population ne bascule pas.

◀ A l'été de 1959, le général Challe dispose, du point de vue des forces terrestres, de trois cent quatre-vingt mille hommes. Pour mettre à exécution les opérations prévues dans son « plan », ce chiffre est un minimum.

Michel Debré s'impatiente

Le revirement attendu ne se produit pas alors que, sans conteste, le F.L.N. a perdu la partie sur le terrain. Comment expliquer cette contradiction?

Pour Challe et pour nombre d'officiers, la réponse est simple. Les rebelles et les musulmans doutent de la volonté de la France de rester en Algérie. Les discours, les propos du chef de l'État, l'offre de la « paix des braves », l'autodétermination, laissent planer une équivoque. Une entente entre de Gaulle et le G.P.R.A. semble possible et, d'autre part, le fossé entre Français métropolitains et Français d'Algérie ne cesse de se creuser. De l'autre côté de la Méditerranée, on critique les méthodes de l'armée et une immense fatigue apparaît. Certains parlent ouvertement d'une solution marocaine ou tunisienne. En somme, tout l'effort militaire des troupes françaises reste suspendu à un geste, à un mot.

A Paris aussi, on est convaincu que la politique commande le problème algérien, mais cette conviction dérive de cheminements bien différents. Dès avril, s'adressant à Challe, le premier ministre, Michel Debré, a marqué son impatience des résultats obtenus et reproché au commandant en chef de se laisser aller à des « solutions de facilité ». Le problème d'une réduction des effectifs a été abordé. Dans une lettre, restée sans réponse, Challe a regimbé et marqué ▶


R. Bail

◀ Un *Piper* de l'A.L.A.T. survole le P.C. du commando « Georges », du colonel Bigeard, dans lequel sont incorporés de nombreux *djounoud* ralliés. Bigeard leur a fait distribuer les meilleurs équipements, tenues camouflées, brêbage en toile et armes très modernes. Le commando est équipé de MAT 49 modifiés 56 et de A. 52, fusils mitrailleurs transformables en canons-mitrailleuses. Challe est le premier à avoir encouragé l'utilisation des musulmans. Dans sa directive du 22 novembre 1958, il avait déclaré d'ailleurs sans ambiguïté que l'utilisation des F.S.N.A. était un « impératif moral ».

un discours fort habile du général de Gaulle

quelque irritation. « Il ne faut pas se leurrer, estimait-il; cette amélioration, ces résultats heureux, sont la condition même de la poursuite de mon action; tant que celle-ci n'aura pas abouti à un changement radical – et elle ne le peut avant d'avoir été appliquée dans sa totalité –, songer à une réduction des moyens serait remettre en cause son déroulement. »

En réalité, l'impatience vient de plus haut, elle vient de l'Élysée. Le général de Gaulle s'irrite de cet obstacle que constitue l'affaire algérienne, de cet abcès qui refuse de mûrir et de crever. L'interminable conflit compromet la position de la France à l'étranger, barre les grandes perspectives d'avenir, nourrit le malaise intérieur. C'est d'ailleurs le thème que le chef de l'État développe le 30 août devant Challe, alors que « Jumelles » bat son plein. L'allocution a été suffisamment habile, semée de fleurs, truffée de litotes pour paraître acceptable, bienfaisante même, à certains égards. Elle n'en éclaire pas moins une politique.

Tout d'abord un avertissement voilé : « Même en la pacifiant complètement, nous ne garderons pas l'Algérie si nous ne la transformons de fond en comble, afin d'en faire un pays moderne. De fait, à l'extérieur, il y a une situation internationale presque entièrement contre nous. Le monde entier doit comprendre que ce que nous faisons ici n'est pas une œuvre de domination ni de conquête. Il faut qu'il comprenne que nous le faisons avec la population, pour elle et par elle. » Toutefois, « j'ai constaté des progrès saisissants dans l'œuvre de pacification menée ici. Elle devra être achevée... » Pour de Gaulle, la destruction de la force de frappe du F.L.N. ne constitue qu'un élément dans un ensemble dont il est seul à discerner les contours. Ce sera un atout de poids dans une négociation qui conduira à une solution de transition, étape souhaitable sur la route d'une indépendance inéluctable.

Dans le haut commandement, on ne veut voir finalement que l'ambiguïté néfaste de cette politique. Comment concilier la destruction souhaitée, encouragée, semble-t-il, de l'A.L.N. avec les ouvertures à l'égard des chefs de la rébellion et les allusions à ce qui va être à bref délai l'Algérie algérienne? En fin de compte, le plan Challe et ses succès n'ont fait qu'élargir le fossé qui sépare de Gaulle de l'armée. C'est beaucoup plus qu'un malentendu, c'est le heurt de deux politiques que l'on s'évertue encore à vouloir réduire beaucoup trop simplement à des formules. H

Philippe MASSON


Dalmas

Départ en opération. Les chefs des wilayas voyaient ▶ avec inquiétude les résultats du plan Challe. Devant un tel déploiement de forces implantées partout, ils ordonnèrent à leurs troupes d'éviter le combat. Alors commença pour eux la lente asphyxie souhaitée par Challe. Le *djoundi* avait cessé d'être le roi du djebel.

UN PRÉFET NOMMÉ MAHDI BELHADDAD


Ménager/Paris-Match

Mahdi Belhaddad, premier préfet musulman d'Algérie : un pur Berbère avec une voix sonore et profonde, des cheveux aile-de-corbeau, une carrure d'athlète. De simple caïd, Belhaddad, en quelques années, était devenu préfet de l'un des plus importants départements d'Algérie : l'Aurès.

C'EST en mai 1960 que j'ai été nommé à Batna pour exercer auprès de Mahdi Belhaddad, préfet de l'Aurès, les fonctions de chef de cabinet.

Depuis 1957, en effet, les élèves de l'Ecole nationale d'administration, sitôt leur scolarité achevée, étaient systématiquement envoyés en Algérie pour y accomplir leurs premières tâches officielles de jeunes fonctionnaires.

Cette règle, inspirée par le souci de remédier à la dangereuse sous-administration de cette partie du territoire national et le désir de témoigner spectaculairement de l'intérêt porté par la France à ses départements les plus méridionaux, souleva inévitablement quelques problèmes, en particulier à propos des élèves qui avaient choisi, à leur sortie de l'Ecole, une carrière à laquelle aucun poste ne correspondait en Algérie.

Il n'en alla pas de même pour ceux qui avaient opté pour la carrière préfectorale : l'Algérie était en effet constituée de départements organisés et gérés comme les départements de la métropole, avec ▶


ECPA

une espèce de colosse à demi nu, pareil à c

◄ Le général Ducournau, chef militaire de l'Aurès. Un homme d'élite qui sait être un remarquable combattant sans pour autant renoncer à la réflexion et à la culture.

à leur tête des préfets entourés d'une équipe de sous-préfets comme en n'importe quelle autre région de France.

Il avait d'abord été prévu de m'affecter à Orléansville, mais ayant appris que le poste de Batna, chef-lieu du département de l'Aurès, était libre, je demandai à y être nommé.

Pourquoi ce choix ? En partie sans doute parce que j'avais accompli le plus long temps de mon service militaire dans le Constantinois, où j'éprouvais une invincible envie de retourner, tant cette région d'Algérie, pourtant dure et difficile, est néanmoins belle et attachante, pour ne pas dire envoûtante.

Mais j'étais surtout attiré par le fait qu'à Batna, à la tête donc de ce difficile et célèbre département, avait été nommé un préfet musulman, le premier préfet musulman d'Algérie, Mahdi Belhaddad.

Il faut en effet savoir, ou se rappeler, qu'en cette année 1960 il n'y avait en Algérie, aucun préfet de souche nord-africaine; aussi cette nomination m'avait-elle vivement intéressé.

Or voilà que, par le jeu des circonstances, cette chance m'était donnée! Je n'allais certes pas la manquer! Je dois d'ailleurs dire que je n'eus aucun mal à obtenir satisfaction, car la réputation faite à l'Aurès n'était pas de nature à multiplier les candidatures. J'arrivai donc, un matin, à Batna, muni pour tout viatique d'un ordre de mission et ignorant à peu près tout de ce qui pouvait bien m'attendre.

En fait, personne ne m'attendait, car il se trouvait que, ce jour-là, une très haute personnalité était en visite officielle dans le département.

A la préfecture, ce ne fut guère mieux : on me considéra avec soupçon, personne ne semblait être au courant de mon arrivée. Enfin, tout s'arrangea quand le collègue que je devais remplacer put enfin me recevoir. Il se mit aussitôt en quatre et me reçut fort amicalement chez lui, c'est-à-dire dans la villa de fonction qui allait bientôt être la mienne.

Mais il restait à faire l'essentiel : se présenter au préfet.

Les stages effectués en préfecture au cours de ma scolarité m'avaient donné quelques lumières sur ce que sont les préfets et ce que je croyais être leurs caractéristiques. Je m'attendais donc à une entrevue relativement solennelle, d'autant que la visite ministérielle du jour avait dû donner à mon « patron » un pli particulièrement officiel et sévère. Or c'est dans sa chambre que le préfet me reçut, couché sur son lit où un médecin lui prodiguait les soins qu'appelait je ne sais quel furoncle, dont on n'entendit d'ailleurs plus parler par la suite. C'est dire que cette « visite de présentation » fut on ne peut plus débonnaire et sans façon. Je voudrais bien me rappeler quelques paroles historiques, quelque propos digne d'être rapporté, mais précisément Mahdi Belhaddad n'était pas homme à faire des mots de circonstance : c'est dans les actes que je l'ai toujours vu faire la preuve de son intelligence et de son caractère.

Un jeune caïd

A la vérité, je fus d'abord frappé par la carrure de l'homme : je voyais en effet sur le lit une espèce de colosse à demi-nu qui, se levant bientôt, me parut être un de ces puissants et paisibles commandants de légion dont la statuaire romaine nous a laissé tant de témoignages. De haute taille, Mahdi Belhaddad portait d'autant plus beau qu'ayant perdu un bras à Cassino il devait, comme il me l'expliqua par la suite, compenser le déséquilibre de poids qui en résultait entre ses deux épaules, par un rejet de son torse en arrière, ce qui l'amenait à tenir la tête haute et accentuait encore la fierté de son regard sombre.

Ce pur Berbère, moitié Kabyle, moitié Chaouïa, avait en effet une carnation brune, des cheveux aile-de-corbeau, drus et coupés court, des yeux noirs, sans rien de ces traces de blondeur ou de ces regards clairs qui surprennent tant chez certains habitants de Tizi-Ouzou ou d'Arris. Une voix tout à la fois profonde et sonore, achevait de donner à « mon » préfet, cette autorité naturelle qui facilite tant l'exercice du commandement. Si peu prévenu que je fusse contre les « musulmans », je dois avouer que je fus surpris, rassuré et séduit.

Il me restait à découvrir ce que pouvait donner un préfet qui, quelques années auparavant, était un simple caïd et dont le rapide passage dans une sous-préfecture de l'Est algérien n'avait guère pu conforter la faible formation administrative. La carrière de Mahdi Belhaddad avait été en effet très rapide : remarqué par Maurice Papon, alors superpréfet de Constantine, le jeune caïd était, en quelques années, passé des responsabilités de chef de douar, c'est-à-dire une sorte de maire non élu, à celles de préfet d'un département d'Algérie considéré comme un des plus importants. Mais là encore, c'est moi qui avais beaucoup à apprendre, car je découvris bientôt que, notamment dans des circonstances exceptionnelles, le rôle du chef est moins de savoir que de savoir utiliser ce que les autres savent, car les éléments d'une décision difficile sont généralement simples; ce qui est difficile, c'est de choisir et d'oser décider.

Or Mahdi Belhaddad avait toutes les qualités pour ce faire : le courage, bien sûr, et sur lequel je reviendrai, car le sien était d'une qualité particulière, mais aussi — et j'allais dire surtout — l'art d'écouter et de s'informer. Dans les heures sombres comme dans les jours plus ordinaires de la vie, il demeurait parfaitement calme, affable, toujours attentif aux propos tenus, constamment soucieux de laisser chacun s'exprimer librement et complètement. Il attachait en particulier une grande importance aux entretiens qu'il pouvait avoir avec les sous-préfets de son département, directement ou par téléphone, voire par radio quand les communications normales étaient impossibles. Certes, le préfet avait son opinion sur la valeur qu'il pouvait accorder aux rapports que les uns et les autres lui adressaient; mais il ne négligeait rien et ne s'estimait pas déshonoré de solliciter leur avis. Il interrogeait sans honte ni timidité, jusqu'à avoir bien


Le préfet organisait des distributions de ravitaillement pou

Parfois, Belhaddad, sans demander conseil à personne, se rendait en hélicoptère dans un secteur où, d'après ses informateurs, « quelque chose n'allait pas ».


Y.-G. Bergès

compris les données du problème à résoudre et les diverses solutions proposées. Alors, intervenait le chef : l'homme décidait et assumait la totale responsabilité de sa décision, sans faux-fuyant.

Certes, il fallait pour agir ainsi pouvoir compter aveuglément, sinon sur la compétence, au moins sur l'absolue honnêteté de ses collaborateurs.

Des roueries de salon

Ce fut notamment sa chance d'avoir principalement affaire à deux personnes dont les qualités correspondaient exactement à celles que pouvait souhaiter ou dont pouvait avoir besoin un préfet tel que Belhaddad et placé dans les conditions où il se trouvait.

Jean Massendès, secrétaire général de la préfecture et, comme tel, second du patron, ayant notamment la haute main sur tous les services et bureaux, à l'exclusion de ceux traitant des affaires à caractère politique, tels que le cabinet, apportait au préfet sa très grande compétence et sa solide expérience de la vie administrative : la confection d'un budget départemental, la gestion d'un compte de crédits publics ou la confection d'un rapport au conseil général n'avaient pas de mystères pour cet homme avisé et constamment soucieux d'épargner tout faux pas à l'homme qui lui faisait confiance. En outre, homme habile et courageux.


Dalmas

populations les plus déshéritées de son département.

Quant au général Ducournau, commandant les troupes dans l'ensemble de l'Aurès, c'était le héros de la prise de Toulon en 1944, le baroudeur d'Indochine, celui qui le premier avait été envoyé dans l'Aurès tout au début de la rébellion, avant d'être appelé à un poste de confiance à Alger, où il avait vécu en première ligne les dernières heures du proconsulat de Lacoste et les événements du 13 mai.

D'emblée, je crois, ses rapports avec Belhaddad furent bons, parce que ces deux hommes avaient en commun un réel et très profond amour de leur pays, une foi ardente dans leur mission et une commune horreur des faux-semblants et des roueries de salon, ce qui ne les empêchait d'ailleurs pas d'être l'un et l'autre fort rusés et tout à fait décidés à user de leur séduction naturelle et de leurs dons de comédiens, qui n'étaient pas minces, lorsqu'ils estimaient que cela était nécessaire à l'accomplissement de leur tâche.

On sait que, dans les années les plus dures de la rébellion, les autorités militaires s'étaient vu peu à peu confier les pouvoirs civils, soit expressément, soit par carence des autorités à qui ces pouvoirs sont normalement attribués. Quand le préfet Belhaddad prit ses fonctions, les choses étaient redevenues plus normales, mais il faut bien dire que nombre de militaires, au commencement peu désireux d'empiéter sur le domaine civil, avaient pris quelque goût à s'y aventurer et, surtout, avaient perdu l'habitude d'avoir à tenir compte d'une autorité et d'une politique autres que les leurs. C'est pourquoi les premiers préfets qui eurent à exercer de nouveau la plénitude de leurs attributions se heurtèrent souvent à de sérieuses difficultés, la coexistence devenant parfois la cause de frictions et même de drames quasi permanents. Or, dans l'Aurès, il n'en fut rien, précisément parce que le général Ducournau était un homme trop intelligent et trop patriote pour ne pas savoir que tout heurt avec les autorités civiles ferait en fin de compte l'affaire de nos adversaires communs, c'est-à-dire des rebelles. Et puis le général était de ces militaires élevés dans une tradition à la fois humaniste et républicaine qui ressentirent presque avec soulagement le retour aux vieux principes, car pour eux l'adage *cedant arma togae* avait une signification profonde que ne pouvaient altérer les problèmes d'amour-propre ou les contingences du maintien de l'ordre dans l'Algérie de 1960.

Le préfet et le général

Le préfet Belhaddad, fort conscient de sa chance et portant grande estime au général, sut à merveille ne pas abuser de la situation et non seulement se garda de jamais heurter l'éventuelle susceptibilité des militaires, mais associa habilement Ducournau et son état-major à ses actes comme à ses gloires. Je me rappelle très clairement que les seules frictions sérieuses — et d'ailleurs assez fréquentes — eurent presque toujours pour cause des opérations militaires dont le préfet estimait qu'elles seraient ou avaient été trop dou-

D. Foucher

◄ Une femme chaouïa fait sa lessive. Pour les Chaouïas, la rébellion est une tradition. Depuis deux mille ans, ni les légions romaines, ni les hordes arabes, ni les détachements turcs, ni les troupes françaises n'ont réussi à imposer leur autorité à ce peuple fier.

loureuses pour les populations et compromettaient gravement les efforts constants entrepris d'autre part afin d'éviter que, par fureur ou lassitude, les habitants du bled ne fussent contraints de basculer définitivement dans la rébellion au lieu de s'en accommoder.

Or, sur ce point, le général, même s'il ne pouvait toujours le dire, et *a fortiori* en tenir compte, partageait en fait le sentiment du préfet : pour ces deux hommes incontestablement et viscéralement patriotes, il n'était pratiquement pas concevable de songer à un « abandon » de l'Algérie. Mais pour ces mêmes hommes, tous deux intelligents, observateurs, sensibles et expérimentés, sachant dominer leurs passions, il n'était pas davantage concevable que l'Algérie redevînt jamais ce qu'elle avait été; je crois qu'en fait Ducournau comme Belhaddad pensaient que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable, mais qu'elle ne se ferait qu'à terme et, surtout, qu'elle n'impliquerait pas une rupture réelle avec la France. D'où l'absolue nécessité d'éviter à tout prix des gestes, des actes ou des attitudes qui risqueraient de rejeter de façon irrémédiable les populations vers les thèses les plus extrémistes du F.L.N.

Cela étant, le préfet ne confiait guère ses sentiments profonds, notamment en ce qui concernait le sort de l'Algérie. Encore une fois, seules provoquaient véritablement de vives réactions de sa part les injustices ou les erreurs grossières commises par les uns ou les autres. Il ne comprenait pas que des Algériens pussent sérieusement espérer trouver un jour hors de la France plus que celle-ci ne leur apportait, mais il ne comprenait pas davantage que l'on pût encourager cette erreur par notre propre attitude. Aussi était-il extrêmement dur quand on lui parlait des méfaits commis par un bord ou par l'autre. Mais il évoquait assez rarement les problèmes et perspectives d'avenir, préférant manifestement se consacrer tout entier à sa tâche du jour, plutôt que de perdre son temps à de vaines palabres.

« Résolue à coup de millions »

Assez symptomatique fut par exemple, son attitude quand, dans le cadre du fameux « plan de Constantine », de très importants crédits d'équipement et d'aménagement des villes et des campagnes furent mis à la disposition des préfets, sous le nom de « Crédits D.E.L. », initiales dont la signification m'est d'ailleurs aujourd'hui sortie de l'esprit. Il s'agissait de sommes considérables et qui feraient rêver un maire de France de nos jours... En principe, ces crédits devaient permettre de construire extrêmement vite des routes, des écoles, des dispensaires, bref, d'apporter en quelques mois et partout ce bien-être qu'impliquait le fait d'être partie intégrante du territoire français. C'était malheureusement oublier que, au moins dans un département comme celui de l'Aurès, le problème était moins de construire des écoles que d'empêcher que le F.L.N. ne brûlât celles qui existaient, moins de construire des routes goudronnées que de protéger les pistes existantes, moins de décider d'ouvrir des chantiers que de trouver des ouvriers, pour la plupart regroupés dans des « camps d'hébergement » ou passés au F.L.N.

Nous nous trouvâmes ainsi très vite dans cette situation paradoxale pour quiconque a un peu l'habitude des affaires publiques : nous torturer les méninges pour trouver le moyen de dépenser les crédits mis à notre disposition !... Eh bien, le préfet ne chercha pas un instant à duper qui que ce fût sur la portée réelle de cette opération quelque peu démagogique, mais il se donna en revanche beaucoup de mal pour que ces sommes fussent dépensées de façon utile, pestant devant ses collaborateurs contre « ces gens qui croyaient ou voulaient faire croire que la question algérienne serait ainsi résolue à coup de millions », mais exigeant de ces mêmes collaborateurs que l'impossible fût fait pour que les crédits ne fussent pas gaspillés mais dépensés de la meilleure façon. En fait, le préfet tentait principalement de calmer les esprits, d'apaiser les passions et, surtout, de rassurer les populations; pour le reste, il estimait que c'était aux armées de pacifier les zones troublées et aux politiques de ne point décourager ceux qui nous demeuraient fidèles. Il faut à cet égard noter la défiance que le préfet manifestait envers tous ceux qui se vantaient ou se réclamaient de la « troisième force », comme le mépris poli qu'il manifestait à ceux de nos « amis » musulmans qui abusaient plus ou moins ouvertement des

D. Foucher

A Batna, les calèches qui font office de taxis. ► En 1844, la ville n'était qu'un camp destiné à protéger la route du Tell au Sahara et à contenir l'Aurès. Elle est aujourd'hui le chef-lieu du département de l'Aurès.



Carte des départements d'Algérie. Leur nombre passera peu à peu de trois à dix.



Conessa/Paris-Match

Vote dans le bled : « Exercer un droit et un pouvoir et non accomplir une formalité. »

privilèges que leur prétendu appui leur valait.

Pour Belhaddad, on était français d'abord ou on ne l'était pas : la qualité de musulman, d'Arabe ou de Berbère ne pouvait venir qu'en second, ou alors on était pour la sécession, la rébellion et l'indépendance. La « troisième force » lui semblait une tromperie envers les uns et les autres, dont ni les vrais Français (qu'ils fussent de métropole ou d'Algérie) ni les gens du F.L.N. ne pourraient être dupes. Quant aux profiteurs de tout poil, il s'en méfiait comme de la peste. Cette double attitude était particulièrement nette dans ses rapports avec le conseil général.

Dans cette assemblée élue, composée pour partie de musulmans, pour partie de Français de souche, toute la gamme des opinions était à peu près représentée, à l'exclusion des partisans de l'indépendance. Mais le préfet ne se faisait guère d'illusions : pour quelques-uns parfaitement sincères, que de petits personnages promus aux honneurs par le hasard des circonstances! Aussi ses rapports avec le conseil général étaient-ils plus courtois que chaleureux, ce qui ne l'empêchait point de veiller scrupuleusement au fonctionnement réglementaire de cette institution. Il y avait quelque mérite, car que représentait un élu qui ne pouvait se déplacer sans escorte dans son canton?

De même, Belhaddad savait parfaitement que les élections étaient sinon toujours truquées, du moins totalement faussées par le poids des pressions exercées sur des populations de toute façon extrêmement frustes et fort mal informées.

Il avait parfaitement conscience que si ce n'étaient pas nos troupes, ce seraient les hommes du F.L.N. qui encadreraient les électeurs les jours de vote. Aussi s'efforçait-il simplement — mais au prix de quelles difficultés — d'éviter les truquages, les menaces ou pressions volontaires : il estimait qu'appeler les gens à s'exprimer sans bafouer ouvertement le droit qui leur était donné serait déjà un progrès sensible.

A la vérité, le préfet savait néanmoins très bien que, compte tenu de la conjoncture, là n'était pas l'essentiel. L'essentiel, c'était de ne pas capituler devant les passions et les excès, c'était de manifester sans cesse et partout la présence française et de ne jamais laisser le terrain libre à l'adversaire.

Le courage et la "baraka"

En particulier, Belhaddad savait l'extrême importance de la présence, comme il savait le prestige que donne auprès des musulmans le courage joint à je ne sais quelle forme de ce que l'on appelle là-bas la *baraka*. Et c'était bien pour cumuler ces avantages qu'il se livrait parfois à des démonstrations qui exigeaient un réel courage, pour ne pas dire une belle témérité. Qu'on en juge : certains jours, subitement, sans demander l'avis de personne, Belhaddad commandait un hélicoptère et nous voilà partis tous les deux absolument au hasard. Au hasard? A la vérité, je n'en suis pas si sûr.

Toujours est-il que nous nous retrouvions littéralement tombés du ciel au milieu d'invraisemblables villages ou mechtas, dans des coins perdus où les seuls visiteurs étaient parfois les paras et, sans aucun doute, les noctambules de l'A.L.N. Il fallait alors voir tous les habitants sortir bientôt de leurs gourbis et venir examiner ces étranges promeneurs! Le préfet attendait que tout son monde fût rassemblé, puis commençait un discours-fleuve auquel, bien entendu, je ne comprenais strictement rien, mais que j'écoutais avec un réel plaisir, peut-être même avec une certaine fascination, tant il était prononcé avec passion, fougue, rouerie et une incroyable faconde, chaleureuse et communicative. Les gens écoutaient cela dans un silence religieux, le plus souvent en plein soleil (et le soleil, là-bas, c'est quelque chose) ou en plein vent glacial (et le vent d'hiver dans l'Aurès, c'est également quelque chose qui ne s'oublie pas). Puis c'était un feu roulant de questions, de paroles volubiles auxquelles Belhaddad répondait avec une égale volubilité et un plaisir manifeste.

Au général Ducournau qui lui reprochait ces équipées aventureuses, le préfet répondait que les rebelles n'étaient pas assez nombreux pour être partout présents et que la soudaineté même de ses visites dans le bled empêchait le F.L.N. de rien préparer contre lui, raisonnement d'ailleurs extrêmement judicieux et auquel il fallait bien se rendre. Pourtant, Belhaddad ne m'emmena point dans certaines de ses pérégrinations les plus osées: il savait mesurer les risques. H

Mario BENARD



Duroc

Entre ces monts boisés passe la Medjerda. Long de 365 kilomètres, ce cours d'eau prend sa source en Algérie, sur le haut plateau qui s'étend au sud-ouest de Souk-Ahras, et pénètre en Tunisie un peu en amont de Ghardimaou.



HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 307

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...

TÉMOIGNAGE


La guerre d'Algérie marquait les derniers jours de l'armée d'Afrique.

Photo X

Voici le récit d'une de mes dernières aventures en Afrique du Nord, en tout cas sans doute celle qui m'a le plus marqué.

Ceci se passait près de Temeski, aux confins nord de l'Ouarsenis. J'étais chef de la 1re section de la 4e compagnie du 21e régiment de tirailleurs algériens. Nous étions en période de ramadan 1960. Nous revenions d'opération et n'aspirions qu'à un repos bien mérité quand notre compagnie reçut l'ordre de s'évanouir sur le terrain jusqu'au lendemain midi afin de pouvoir observer les mouvements éventuels de l'adversaire. Notre capitaine envoya donc ses sections aux quatre points cardinaux avec ordre de tendre une embuscade. Le soleil se couchait déjà et il fallait faire vite. J'avisai un petit sentier de chèvres propice, certains indices indiquant que des rebelles étaient passés par là. En effet, des traces de pataugas (flèches renversées de provenance égyptienne) marquaient la poussière dans un petit gourbi isolé et sans toit.

Nous étions en période de ramadan et mes tirailleurs n'avaient naturellement ni mangé ni bu de la journée, ce qui ajoutait à leur fatigue. Je plaçai un de mes groupes le long du sentier. Il suffisait de deux sentinelles pour garder celui-ci. Le reste du groupe pourrait ainsi se reposer et se restaurer un peu, passé minuit.

Je montai avec l'autre groupe vers le gourbi abandonné et, plaçant une équipe de surveillance à l'extérieur, je m'instal-

(Suite page VI)

Opinions...

... Depuis la publication du premier numéro de *la Guerre d'Algérie*, je lis avec beaucoup d'intérêt chaque fascicule. Cependant, le dernier, le 74, m'a semblé particulièrement instructif. Le chapitre de M. Pierre-Albert Lambert m'a particulièrement frappé et je l'ai lu, relu et étudié avec soin. Ce chapitre : deux thèses, deux voies, est une véritable révélation, profonde et éclairante, qui nous fait nous poser bien des questions bouleversantes.

Pour moi, qui ai fait du ministère pastoral comme prêtre, à Alger, Palestro, Novi, Cherchell à l'École des E.O.R., auprès des détachements militaires dans les djebels autour de Marengo et de Meurad, aux Sources au moment où on construisait la Cité Nouvelle sur le plateau des Nannassers, au-dessus du ravin de la Femme-Sauvage, puis à Douéra l'année de l'indépendance et durant l'indépendance, qui suis resté en Algérie depuis le printemps de 1936 jusqu'en décembre 1963, c'est-à-dire un an et demi après l'indépendance, je puis dire que la thèse du général de Beaufort a toujours été mon point de vue ; mais je ne connaissais pas à ce moment-là les idées que Beaufort soutenait au gouvernement de Paris ; personne ne les connaissait. Moi-même, je n'en prends connaissance que maintenant par votre publication.

Pourquoi cette thèse, cette voie, comme dit si bien son auteur, n'a-t-elle pas été portée à la connaissance de tous les intéressés, aussi bien français qu'autochtones? Elle était, cette thèse, dans l'esprit de beaucoup de Français d'Algérie, surtout au moment du « *pronunciamiento* du quarteron de généraux », en avril 1961. Cette idée aurait rallié une grande majorité dans les deux communautés, sauf, bien entendu, les irréductibles de l'Algérie française et du F.L.N.

Même après l'indépendance, mal emmanchée, cette voie de Beaufort aurait certainement pris corps et réalisation avec le premier ministre de l'Algérie et ministre des Affaires étrangères, M. Kémisty, qui fut assassiné par les « services » pour avoir dit à la radio d'Alger en rentrant du Caire :

« Je ne suis pas contre la Ligue arabe : mais elle ne sera ni pour aujourd'hui ni pour demain. Nous n'avons rien à attendre du Caire. Nous avons eu de pénibles démêlés avec la France, mais la France est notre plus grande chance, elle sera notre première alliée et amie. Elle viendra instruire et éduquer nos enfants ; si elle ne veut pas venir, nous les enverrons s'instruire en France, etc. »

Abbé A. G..., 1632 Riaz (Suisse)

★

... Dans votre revue n° 69, article « Les hommes du ciel venus du Jet », où vous avez voulu employer le jargon et les termes techniques usités dans l'armée de l'air, vous avez utilisé le mot « rampant ». Or il s'agit là d'un terme qui n'a jamais été en usage chez le personnel navigant ou non, servant dans cette arme. Dans ce même article, ce que vous appelez un Nord-2500 est en réalité un Nord-2501, c'est à peu de chose près semblable, mais autant employer le bon chiffre.

Ces petits détails mis à part, je suis avec intérêt tous les numéros de cette belle collection...

M. M. C..., 16000 Angoulême

★

... J'ai pris intérêt à votre revue, ne serait-ce que par la qualité des photographies. Pour le reste, les témoignages n'ont pu que couper le rythme et les doubles emplois me paraissent nombreux... Je crains que la fin ne soit éludée, comme dans la réalité d'ailleurs.

Appelé en Algérie de mai 1960 à juin 1962, sergent de tirailleurs algériens, je connais bien cette période et si je ne la considère pas comme la plus importante, je la considère comme gênante encore de nos jours. N'avez-vous pas dit, lors du lancement de votre série, que toutes les vérités seraient dites?

Mon expérience d'une époque troublée n'ajouterait rien à ce qui sera dit et me classerait à l'extrême droite. Il suffit de dire

Brassem



Cherchell vue générale prise de la montagne des Pins au cours de la guerre d'Algérie.



Le maréchal Juin ne pouvait oublier ses compagnons d'Italie qu'il avait conduits de victoire en victoire au cœur de l'Allemagne.

que d'un bout à l'autre de ce qui n'était pas officiellement une guerre, la métropole a considéré cette province comme un boulet dont il fallait se défaire le plus vite possible. Ainsi fut abandonnée l'Algérie et tous ceux qui avaient cru en la France. Quoi qu'on écrive à ce sujet, ce fut une trahison. Il est vrai que les exemples de ce genre ne manquent pas dans l'Histoire...

M. R. B..., 37100 Tours

★

... Lecteur de votre revue « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie*, il m'est apparu dans le numéro 64 une contradiction dans les deux articles suivants :

P. 1866 : Du djebel à la mission à Pékin, général Jacquin ;

P. 1879 : Le complot des quatre colonels, A.P. Lentin.

En effet, dans le premier article le général Jacquin écrit :

« Le 13 novembre 1958, le 2e bureau d'Alger est informé d'une réunion interwilayas qui a eu lieu dans le Nord constantinois du 6 au 12 novembre. Le commando zonal Ali-Kodja et deux katibas attendent le retour du colonel Si M'hamed ; une opération « Couronne », déclenchée par la 10e D.P., amènera, le 17 novembre 1958, la capture du commandant Si Azedine. »

Or, dans le deuxième article de M. A.P. Lentin, il est indiqué que « ...la réunion définitive a eu lieu du 6 au 12 décembre 1958 dans le secteur montagneux d'El-Milia. Si M'hamed a effectué une partie du voyage avec Si Azedine (après sa capture par la 10e D.P.). Sur le cadavre du secrétaire d'Amirouche, un document indique : procès-verbal de la réunion interwilayas 1, 3, 4, 6, quelque part en W 2 du 6 au 12 décembre 1958... ».

M. P. F..., 1400 Yverdon (Suisse)

Réponse du général Jacquin

Les observations de votre lecteur appellent les remarques suivantes :

1° Il n'y a pas contradiction dans les dates données par M. Lentin et par moi-même. Il s'agit de deux réunions différentes, l'une préparatoire en novembre, l'autre « définitive », précise M. Lentin, en décembre. Il y en eut même une troisième avant le départ d'Amirouche pour la Tunisie... à laquelle peu de monde vint.

2° Le commandant de la W 4, Si M'hamed, ne pouvait être accompagné d'Azedine à la réunion de décembre (6 au 12 décembre). En effet Si M'hamed avait quitté la W 4 dès fin novembre et le 4 novembre, Azedine était encore avec nous... D'ailleurs, c'est seulement le 15 décembre, après la réunion, que la wilaya 4 rendra compte au G.P.R.A. de la trahison d'Azedine et demandera ce qu'il fallait faire de lui...

3° Les témoignages sur la mort d'Amirouche parus dans Historia n° 69 ne donnent que les apparences de l'affaire (encore que les deux chefs rebelles n'aient pas été embaumés...). L'interception des deux chefs rebelles n'est pas due au seul hasard, bien entendu... Mais pour protéger nos sources de renseignements nous étions, à l'époque, tenus à une extrême discrétion à l'égard de tout le ▶

Précisions pour l'Histoire...

monde et même quelquefois envers les généraux, quelle qu'ait été notre confiance en leur discrétion...

★

...Je vous fais cette lettre pour vous donner quelques explications susceptibles de vous intéresser, concernant des photos prises à Lamy (frontière tunisienne).

Sur plusieurs photos, on distingue trois pitons, surnommés « les Trois-Pucelles ».

J'ai entendu dire que cette appellation était due au fait qu'ils étaient occupés par les fells, retranchés dans de profonds blockhaus et qu'aucun régiment n'avait pu déloger.

M. F. M...,
17400 Saint-Jean-d'Angély

★

C'est avec intérêt que je lis chaque semaine l'opuscule de votre collection « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie*, car j'ai, comme beaucoup de militaires, participé à cette guerre d'Algérie, et je pense pouvoir en parler sans passion mais avec l'esprit de celui qui a vécu « sur le tas ». En effet, j'ai fait un séjour, du 10 octobre 1957 au 4 octobre 1962, comme adjudant de gendarmerie, c'est-à-dire en pleine bagarre. D'abord à Gounod, secteur de Guelma (Est algérien), puis, du 1er janvier 1958 au 17 février 1962 à El-Milia, enfin de cette date au 10 octobre 1962, à Bône. Ceci après déjà un séjour précédent de HUIT ans, dans l'Oranais. Donc je peux, je crois, parler en connaissance de cause. Néanmoins la question n'est pas tellement sur l'Algérie en général, mais plutôt sur El-Milia en particulier.

Jusqu'à ce jour, je n'ai pas vu beaucoup de témoignages de la part d'officiers, de gradés ou de gendarmes, qui pourtant étaient à pied d'œuvre, et au cœur de l'affaire, si l'on peut dire. Je sais que le péché mignon du gendarme n'est pas la publicité.



G. Villeneuve

Bien faire et laisser dire, telle est sa devise. Mais il faut quand même de temps en temps quelques mises au point.

Bien souvent, dans le bled, les gendarmes ont été longtemps les seuls éléments militaires représentant la France. Ils ont fait un travail énorme, que ce soit en matière de pacification, opérationnelle, renseignements ou autres. Toujours bien considérés des populations, musulmane et européenne, parce qu'agissant loyalement et au grand jour, ils ont eu une action prépondérante dans tous les domaines. Je ne veux pas faire l'historique de la gendarmerie, je pense qu'il y a des voix plus qualifiées que la mienne, quoique ayant été en service dans un secteur particulièrement sensible, et ce, pendant plus de quatre ans, de 1958 à 1962, le secteur d'El-Milia.

Et c'est là où je veux en venir. Dans le numéro 75 (257 Historia), de *la Guerre d'Algérie*, il y a un très long article sur El-Milia, repaire de chefs de bande. C'est avec un très grand intérêt que j'ai lu cet article signé du colonel Trinquier, article qui reflète exactement la situation à l'époque, mais surtout l'action du colonel Trinquier. Action qui a été prépondérante et efficace et a permis de dire que le secteur était pratiquement sain en 1960. Je le sais et le dis hautement.

Cependant, dans toute cette action menée par le colonel



G. Villeneuve

Oran 27 janvier 1960. **A gauche : *après la reddition, une gerbe est déposée au monument aux morts.***

Trinquier et les troupes du secteur sous son commandement, l'action de la gendarmerie (pas de la mobile, il parle du lieutenant Chardon, que j'ai très bien connu et qui était un ami), l'action de la gendarmerie territoriale, de la brigade d'El-Milia, que j'avais l'honneur de commander, est passée sous silence. Je pense que c'est une omission de la part du colonel Trinquier. Car il est bien placé pour la connaître, cette action, de même que les capitaines Dabezie et Renaud. D'ailleurs, les nombreuses citations obtenues par notre brigade sont là pour justifier cette action.

Je ne veux tirer aucune gloriole de cette mise au point, mais il me semble que je devais cette explication aux nombreux lecteurs qui ont pu connaître par ailleurs cette situation, ne serait-ce que pour la mémoire du gendarme Centieu tué à son poste de contrôle avec le militaire de protection, ou la femme d'un gendarme de la brigade, grièvement blessée par une grenade dans la cour de la caserne, alors qu'elle était enceinte de sept mois et que son enfant a été tué d'un éclat dans le foie. Car non seulement les gendarmes étaient dans l'action, mais leurs femmes les suivaient dans leurs affectations, car tel est le règlement.

Et enfin cette explication était nécessaire, car le travail souvent obscur des gendarmes, de tous mes camarades qui étaient dans ces zones sensibles, était efficace et bien souvent à l'origine des opérations militaires qui s'ensuivaient, soit à El-Milia soit dans toute autre localité du bled.

Je prie le colonel Trinquier de bien vouloir m'excuser de cette intervention, mais il me connaît bien, je pense, et doit se souvenir de l'action des gendarmes que je commandais et de moi-même, action qui allait toujours de pair avec la sienne et qui a permis la pacification d'un secteur dur, sensible et difficile...

G.B...., 17340 Châtelaillon-Plage

(à suivre)

(Suite de la page I)
lai avec l'autre, mon radio et mon agent de transmission entre ces quatre pauvres murs. En alternant les deux équipes, mes hommes seraient ainsi à l'aise pour manger, le moment venu.

Bientôt, la nuit tomba et le froid nous envahit. Les couvertures sortirent rapidement de leur sac. 23 heures; j'envoyai l'équipe qui était avec moi remplacer celle de l'extérieur en autorisant le chef d'équipe, le caporal Messous, un engagé, à ne laisser que deux hommes en surveillance, le terrain qui nous dominait ne paraissant pas dangereux. Nous devions les relever à 2 heures.

J'avais emporté un fusil de chasse car – chasseur dans l'âme – cela me permettait d'améliorer l'ordinaire; je pensais également être plus apte à me défendre avec cette arme dans un accrochage de nuit, le P.A. étant l'arme ordinaire du chef de section.

J'aurais pu sans doute m'équiper d'un MAT 49, mais le poids de l'arme, des chargeurs surtout, ajouté à celui des jumelles, cartes diverses, sac, etc., m'avait vite fait abandonner cette idée.

Bientôt ma montre indiqua minuit. Les rations sortirent prestement de leur sac et mes compagnons se mirent en devoir de se restaurer. Des murmures de contentement et des bruits divers se firent entendre. Je réclamai plus de silence. Tout à coup, quelque chose d'assez lourd, vu le bruit, sembla tomber au milieu de nous. Que se passait-il? Une grenade? Au fait, le bruit que fait une grenade lorsque la cuillère se relève continue-t-il jusqu'à l'éclatement de l'engin?

Les mangeurs s'étaient arrêtés de mastiquer, aux aguets. Ils avaient entendu eux aussi et semblaient aussi perplexes que moi. Silence total pendant quelques secondes, immédiatement suivi par le bruit infernal d'une arme automatique qui crachait de longues rafales rageuses et l'explosion simultanée de deux grenades, une à l'extérieur de l'enceinte, et l'autre étant



Berhoum. Mortier de 60 du poste. Au fond, le djebel Bou-Taleb à l'aube.

celle qui était tombée à mes pieds. Dieu merci, cette dernière n'était qu'une grenade lacrymogène. Vu l'étroitesse de l'endroit, une DF aurait fait de gros dégâts et je ne serais probablement pas là pour vous raconter cette histoire.

Immédiatement je me jetai dehors. Aucun des tirailleurs n'avait bougé. Au moment où je sortais, un homme surgit devait moi et s'écroula :

– Mon lieutenant, je suis blessé !

Les rafales de mitraillette déchiraient toujours la nuit. Sans m'occuper du blessé, que j'enjambai, je rampai derrière le petit mur qui prolongeait le gourbi et scrutai la nuit. Les gros nuages poussés par le vent cachaient la lune. Malgré tout, et je dois peut-être cela à mon expérience de chasseur à la hutte, je vis au-dessus de moi un mouvement dans les rochers.

Les rafales venaient de là et les éclats de pierre jaillissaient autour de moi. Je fis feu deux fois avec mon fusil de chasse. Silence total. Seul le blessé de tout à l'heure gémissait. Je pleurais et ne voyais plus rien, ayant probablement justement trop cherché à voir. La lacrymogène agissait. J'ordonnai à mon agent de liaison d'envoyer une fusée éclairante (elle était prête sur son fusil depuis le début de l'embuscade). La fusée monta en oscillant et le parachute s'étant ouvert, elle éclaira tout le paysage d'une clarté infernale, presque indécente. N'ayant plus que mon pistolet, je me couchai courageusement au sol, la cible étant trop belle, laissant à mes compagnons le soin d'intervenir au besoin. Mais rien. Silence total jusqu'à l'extinction de la fusée que nous perçûmes avec satisfaction. Peut-être après tout que tout le monde avait fait comme moi. Les rebelles avaient dû s'enfuir. Un long moment s'écoula encore (une ou cinq minutes, je ne saurais le dire). Puis une voix se fit entendre assez loin me sembla-t-il, dans les rochers au-dessus de moi :

– Mon lieutenant, je suis blessé... C'est Messous... Ils m'ont emmené.

Le caporal Messous était tombé à quelque trente mètres de nous, à peu près vers l'endroit où j'avais tiré, et demandait du secours. J'envoyai deux hommes le chercher.

Après avoir sérieusement renforcé la garde, nous installâmes nos deux blessés de notre mieux et cherchâmes à voir quel était leur état.

Le premier blessé était G..., un Européen. Il avait gardé pleine conscience et gémissait : « Je vais mourir, je vais mourir ! »

Je le rassurai de mon mieux, mais les mots sonnent faux à ces moments-là ! Il était durement touché : trois balles de gros calibre dans la poitrine, une large déchirure au ventre, probablement un éclat de grenade. Le sang coulait doucement, mais son treillis était déjà tout imbibé. Comment panser de telles blessures (cela on ne l'apprend pas à l'armée et je crois que c'est une grosse lacune)? Nous fîmes de notre mieux.

L'autre blessé (Messous) paraissait peu atteint en proportion. Il avait pourtant neuf impacts dans les cuisses et le petit doigt de la main gauche cassé.

L'opération pansement, parce que bien plus facile, fut rapidement menée.

Il était 1 heure du matin.

Je décidai d'appeler un héli-

coptère sanitaire. Je fis part de ma décision à mon commandant de compagnie qui m' « envoya aux pelotes », en me demandant si je désirais aussi faire tuer les deux occupants de l'hélicoptère. Il avait sans doute raison mais la vie d'un des blessés était probablement en jeu.

Le silence revint dans ma section et nous attendîmes l'aube. Messous se plaignait plus que son voisin, qu'une sorte de torpeur gagnait.

Que ces heures d'attente dans le noir sont longues, dans ces moments-là ! Tout à coup, une pensée me vint, qui ne m'avait même pas effleuré dans le feu de l'action : et si c'était moi qui avais descendu mon caporal? Neuf impacts dans un espace si restreint ! Les trous n'étaient pas gros et ce ne pouvait être que des chevrotines. Mais il y avait aussi cette blessure à la main... Et pourtant !

J'allai immédiatement interroger mon blessé.

– Alors, mon vieux, ça va? Dites-moi ce qui s'est passé.

– Je dormais et « ils » ont jeté une couverture sur moi après m'avoir désarmé; puis « ils » m'ont emmené. « Ils » ont tiré et voyant que j'étais blessé, « ils » m'ont laissé sur place !

Je me renseignai auprès de ses coéquipiers. Son arme, un pistolet mitrailleur, avait en effet disparu. Il avait tenu à prendre la garde tout seul recommandant à ses hommes de se reposer.

S'était-il endormi à son poste?

En tout cas, j'étais dans de beaux draps !

L'aube poignait et le sifflement de l'hélicoptère sanitaire annonça son arrivée.

Le capitaine, qui nous avait rejoints, entra immédiatement en contact radio avec lui pour lui donner notre position exacte pendant que je cherchais une zone d'atterrissage. Nous emmenâmes rapidement et précautionneusement les blessés. Messous avait gardé bonne mine. Il n'en était malheureusement pas ainsi de G..., qui était véritablement exsangue; bien que les yeux ouverts, il ne semblait plus très bien comprendre ce qui se passait.

Je gardais pourtant bon espoir. On ne meurt pas à vingt ans !

Je rendis compte à mon capitaine qui ne me cacha pas que je m'étais mis dans un mauvais cas en ne me servant pas de mon armement conventionnel.

Mais comme il avait plus de bon sens que moi et plus d'expérience aussi en tant qu'officier de carrière, il comprit rapidement ce qui s'était passé. Il me fit alors part de sa conviction en me recommandant naturellement de garder le silence.

C'était Messous qui avait fait le coup. Afin de passer chez les rebelles, il lui fallait un coup d'éclat, et j'avais, en tirant, entravé ses projets. Tout était clair maintenant. Les douilles partaient de son point de départ jusqu'à son point de chute. Deux chargeurs vides étaient restés sur le terrain; quant à sa couverture, elle était toujours dans son sac à dos. De plus, et ceci l'accusait formellement, la chevrotine qui lui avait fracassé le petit doigt avait fortement marqué le porte-chargeur de son P.M., ce qui avait eu pour résultat de le désarmer en projetant l'arme à quelques mètres.

Rapidement remis sur pied, Messous ne fit pas de grandes difficultés pour avouer. Il avait été contacté par le F.L.N. au cours d'une permission à Mostaganem. Le tribunal de cette ville – ou d'Oran, je ne sais plus – le condamnera à mort (fut-il exécuté?).

Deux jours plus tard, j'eus la pénible mission d'apprendre à mes tirailleurs la mort de G... à l'hôpital où il avait été transporté.

Pauvres parents, pauvre fiancée, peut-être !

Cette histoire étant vraie, je ne peux donner le nom de ce pauvre soldat du contingent mort dans de si tristes conditions. Sa mort aura été présentée à ses parents probablement d'une tout autre façon, et c'est normal. Si cela pouvait les consoler un peu !

Je fus libéré de mes obligations militaires peu de temps après, avec soulagement, car le ressort était cassé : mon immense confiance avait été déçue. Pourtant, certains tirailleurs musulmans m'écrivent encore aujourd'hui. Quelle meilleure preuve de leur attachement?

J. de G..., 14-Écrammeville

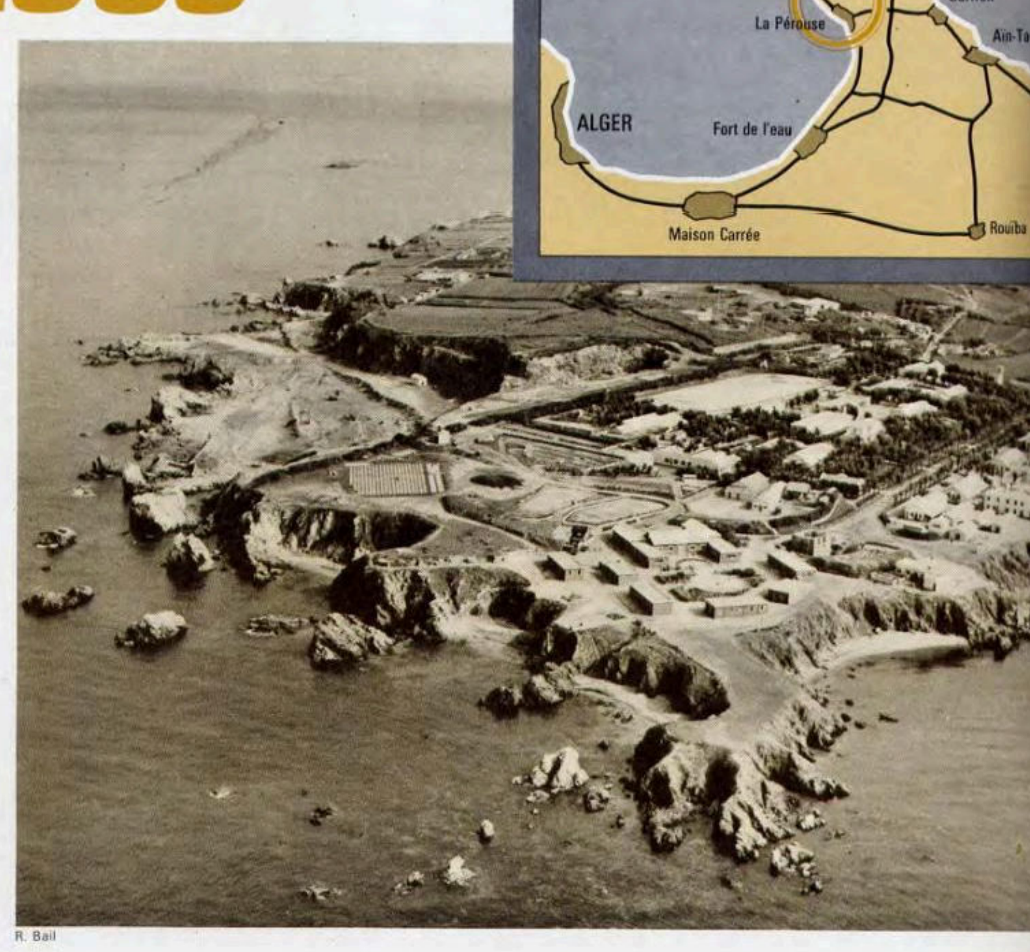
Pierre Roire



Berhoum. Face sud du poste principal devant laquelle se trouvait l'héliport.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL – Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351

POMPON ROUGE AU "SIROCO"



R. Bail

FÉVRIER : un jour comme les autres, nous débarquions sur les quais de Cap-Matifou. Sur les hauteurs, aux abords de Lapérouse, petite ville à la pointe du cap, se situait le camp de Siroco. Nul n'en ignorait la réputation : six semaines d'entraînement intensif pour fabriquer les futurs « baroudeurs de la frontière marocaine ».

Après-midi réservé à la visite du centre, les lieux d'exercice, le plateau, le parcours du combattant, les stands de tir, l'infirmerie, les réfectoires.

De magnifiques allées parcouraient le camp. Les bordures verdoyantes composées de fleurs, de cactus, de petites haies, le tout surmonté de majestueux palmiers aux longues retombées, procuraient des ombrages appréciés de tous.

Avec pour devise : « Marche ou crève »

Dans ce décor naturel, le paradis semblait réalité. La mer, les falaises, les fleurs, le soleil, les couleurs très vives étaient au rendez-vous.

En fin de soirée, regroupement sur le plateau, formant le carré autour du mât, à l'extrémité duquel frissonnait le pavillon, sous les risées intermittentes venant du large. De cet endroit dominant la baie, l'œil s'imprégnait de cette image. La mer, d'un calme serein, présentait l'aspect d'une immense moquette d'un bleu très clair, posée au fond de cette cuvette aux couleurs bigarrées. Seules, des rangées de barbelés, plantées au droit de la falaise, formaient un ensemble épineux qui venait ternir ce merveilleux panorama. Ces longs rubans de fils accrochés à des piquets nous ramenaient à la réalité.

Le commandant, après nous avoir souhaité la bienvenue, nous exprima ce qu'il attendait du nouveau contingent.

On procéda à la répartition dans les compagnies et à la formation de la section auto. Les possesseurs du permis de conduire devenaient des volontaires d'office. Je me retrouvai dans ce lot, flanqué de mes compagnons qui devaient former un groupe d'inséparables jusqu'à la quille. La section se composait d'une trentaine d'hommes.

Deux immenses tentes avec lits de camp devinrent nos lieux de repos. Notre première nuit sur le sol algérien fut excellente, nous remettant de nos émotions des jours passés et de la fatigue du voyage.

Un complément d'habillement eut lieu le lendemain, casques, lourd et léger, brodequins, pataugas, tenue de combat complétèrent notre panoplie. De plus, notre fusil personnel devint notre compagnon journalier.

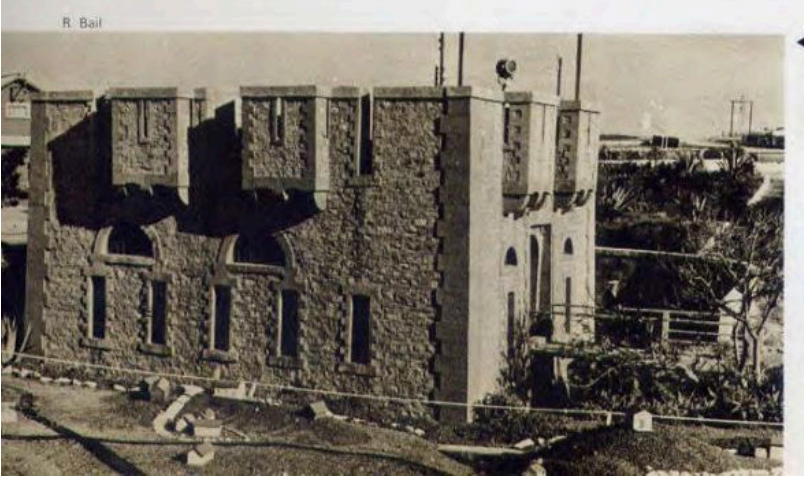
Le mois de mars débuta par la piqûre contre le typhus. Une diète de vingt-quatre heures nous fut imposée. Un dimanche, première sortie à Alger. Le *Cap-Ferrat* nous y transporta.

Militaires que nous sommes, nous voilà devenus touristes, regardant, observant cette ville tout à fait nouvelle pour nous. Prenant notre premier bain de foule parmi la population européenne et musulmane. Notre curiosité nous amena aux abords de la Casbah ceinturée par un réseau de barbelés en interdisant l'accès. Des postes de garde, situés à chaque rue, contrôlaient entrées et sorties.

La première semaine, pour la section auto, se divisa en deux entraînements distincts : armement et conduite.

Les journées, scindées en deux,

R. Bail



◀ **La prison du camp de Siroco, petite forteresse surmontée de tours carrées avec créneaux, entourée d'un fossé. On y accède par une sorte de pont-levis. Au camp, on lui donnait le nom de fortin. *Au premier plan :* terrain d'entraînement de tir au mortier réduit.**

A gauche : carte montrant la position du camp de Siroco. *Ci-dessous* : le cap Matifou, dans les environs d'Alger, où se trouve la célèbre école des fusiliers marins. *A droite* : exercice de tir. De l'ardeur que les jeunes recrues mettraient à suivre l'instruction pendant leur séjour au camp pourrait dépendre plus tard leur vie, déclara le commandant en leur souhaitant la bienvenue.

Salaün

comportaient l'étude des armes : MAT-49, mauser, fusil mitrailleur, pistolet, grenade, avec instruction, montage, démontage, maniement, tir.

Les leçons de conduite sur jeep, Ford-Canada, half-track, code de la route, fonctionnement des moteurs.

Le tout agrémenté de marches, camouflage, formation des patrouilles et films documentaires.

Comme dessert, le « parcours du combattant », semé d'obstacles : les barbelés, la planche hollandaise, les fossés, le mur, les rails verticaux, le filet, la poutre horizontale...

Un samedi de mars, remise de la fourragère.

Nous poursuivîmes ensuite notre entraînement : après la leçon de conduite et le code, comme récompense, une piqûre contre le typhus.

...Les sorties débutent. Aux alentours de Ben-Mered à 15 km du camp. Formation de convoi, instruction sur le moteur.

Puis des séances consacrées aux armes, fusil, fusil mitrailleur. Après les traditionnelles causeries et les maniements, nous passons aux choses plus sérieuses : les stands de tir où nous apprenons les différentes positions du tireur. Tir debout, couché, au jugé, suivant les armes employées.

Puis commencèrent ce que j'appellerai « les marathons » avec comme devise « marche ou crève ». Les marches progressives allaient de 12 à 18, 25 et 31 km, à raison d'une par semaine.

La première, de 12 km, se déroula le matin et fut réalisée en 1 heure 45 minutes.

Nous étions très fatigués, peu habitués à ce nouveau climat. Plantes des pieds et talons avaient à peine le temps de se remettre que la marche suivante se précisait.

La dernière, de 31 km, dura toute la journée. Le matin, 18 km furent parcourus avant de se retrouver, à l'ombre des palmiers, vautrés dans l'herbe, essayant par divers moyens de récupérer un peu, les uns recherchant des positions relax, jambes en l'air, d'autres encore aérant leurs pieds douloureux.

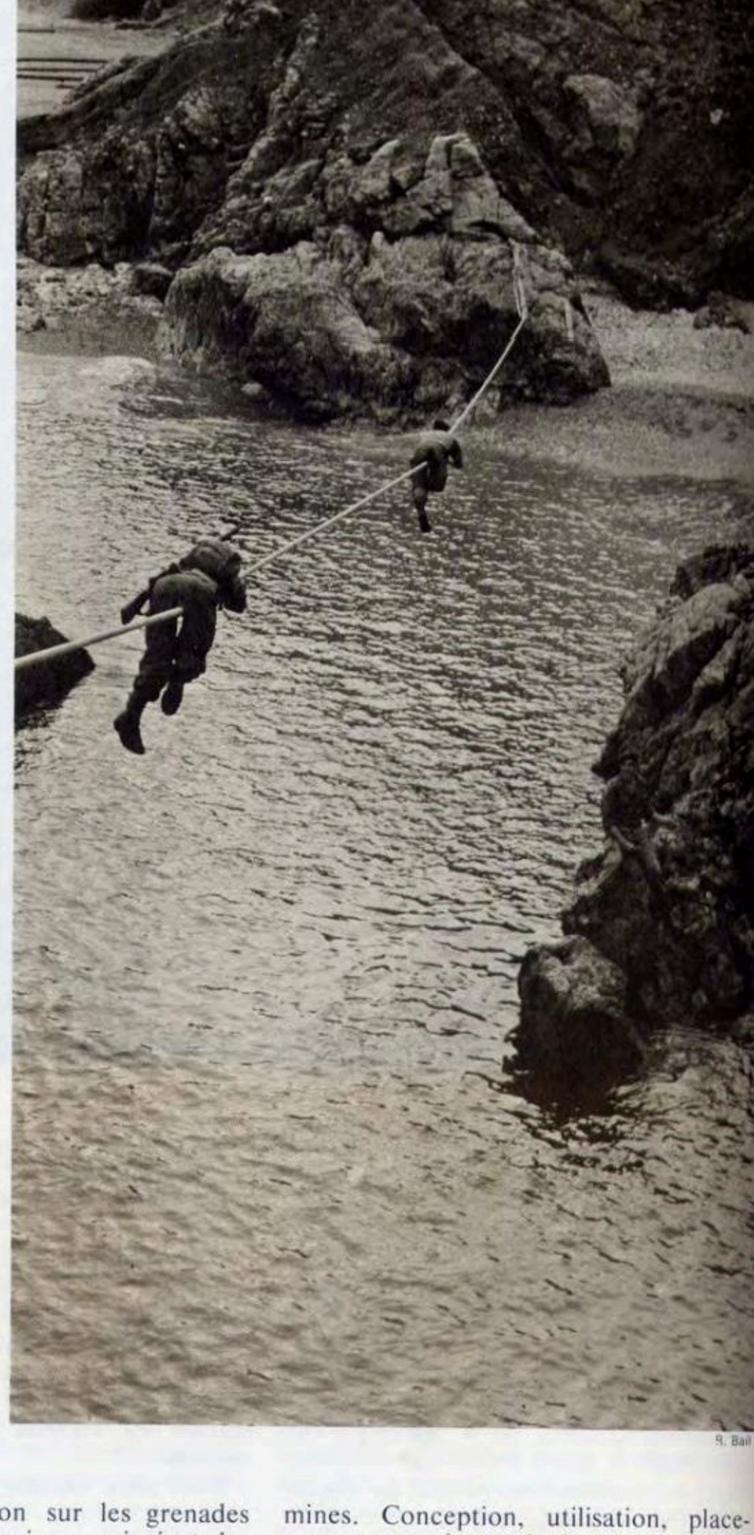
Salaün



◄ Sur les rochers déchiquetés du cap Matifou, la mer, scintillante sous le soleil, vient se briser avec force. C'est du mouillage de Matifou que Charles Quint, après son expédition désastreuse contre Alger, s'embarqua avec ses troupes, en 1541.



R. Bail



R. Bail

Le « parcours du combattant », une des phases de l'entraînement subi par les marins afin de les transformer en « biffins ». En plus des obstacles classiques *(photo ci-dessus)* de tout « parcours » de commandos, les marins doivent également pratiquer l'exercice du « bout sur mer» *(photo de droite)*.

un match de football pour les britanniques

Le « pique-nique » se déroula sur place.

Les engagés, « commandos et fusiliers », devaient nous rejoindre en début d'après-midi. Ils accomplissaient des marches depuis trois jours. A la rentrée à Siroco, la distance parcourue par ce groupe se chiffrait à 135 km.

Il faut avoir fait ces marches pour comprendre notre lassitude, les souffrances endurées sous un soleil brûlant.

Quelle joie immense d'apercevoir l'entrée du camp, de chaque côté de l'allée principale. Les hommes restés au camp rendaient les honneurs. La fatigue semblait s'estomper dans les derniers mètres pour la plupart des marcheurs...

Notre entraînement de chauffeur s'effectuait de plus en plus en dehors du camp. C'est ainsi qu'Aïn-Taya, Reghaïa, Rouiba reçurent notre visite.

« Parcours du combattant », close-combat, s'intensifièrent au cours des semaines suivantes.

Après l'instruction sur les grenades offensives et défensives, suivaient les exercices sur leur fonctionnement.

Après la démonstration par les spécialistes expliquant le dégoupillage, la position dans la main, le lancer, etc., nous passâmes aux choses sérieuses, c'est-à-dire le lancer.

Notre entraînement se faisait avec des grenades remplies de plâtre, en principe non dangereuses. A l'éclatement, le corps, coupé en deux, et la cuillère se trouvaient projetés en tous sens.

La quatrième semaine, l'instruction se déroule en grande partie sur les mines. Conception, utilisation, placement sont les principaux chapitres. Toute la gamme, mines sous-marines, antichars, antipersonnel, mines bondissantes, mines encriers, est passée au peigne fin.

Des milliers de ces engins furent posés aux frontières tunisienne et marocaine dans les réseaux de barbelés. La protection des postes était assurée par des mines antipersonnel placées autour du camp à l'intérieur du double réseau de barbelés.

L'entraînement physique n'est pas pour autant délaissé, et le « parcours du



R. Bail

◀ Dans une sorte de carrière ont lieu les séances de tir. Les hommes apprennent les différentes positions du tireur. Tir debout, couché, au jugé, selon les armes employées : fusil, pistolet, fusil mitrailleur...



R. Bail

Le *close-combat :* un exercice tout à la fois offensif et défensif. On apprend comment parer un coup de baïonnette ou de couteau, comment se débarrasser d'un adversaire qui cherche à vous étrangler... ▶



R. Bail



◀ Au camp de Siroco, entraînement à l'AA.52, au pas de tir. Une canonnade assourdissante qui résonne encore toute la soirée dans les oreilles meurtries des « saccos » (nom donné aux fusiliers).

combattant » reçoit souvent notre visite ; quelques exercices au pistolet mitrailleur ainsi qu'aux grenades terminent la semaine.

Des navires de la marine britannique mouillent dans la baie. Des groupes d'Anglais visitent le camp et un match de football est organisé.

La cinquième semaine nous devenons des pilotes chevronnés, aussi bien dans les manœuvres que dans les convois, respectant scrupuleusement les distances entre les véhicules en fonction des vitesses de croisière.

Les convois de nuit se font tous feux éteints ; nous nous guidons au pare-chocs du véhicule précédent, les extrémités étant peintes en blanc.

Le mercredi, après les exercices de tir, nous passons notre permis militaire. Après la conduite des différents véhicules, nous sommes interrogés sur le code, le fonctionnement du moteur et le dépannage.

Le lendemain, journée complète en convoi dans la région de Corso-Tahatani, avec entraînement sur les embuscades.

La sixième et dernière semaine, l'examen pour l'obtention du brevet de fusilier marin se déroule, par le « parcours du combattant », dans un temps déterminé, avec les différents tirs, fusil, fusil mitrailleur, pistolet mitrailleur, etc., et, bien entendu, les lancers de grenade. Ensuite, contrôle d'instruction sur le démontage des armes et sur leur fonctionnement.

La préparation d'une opération que doit effectuer le contingent complet s'opère au sein de toutes les compagnies. Exercices, consignes, marches en patrouille, quadrillage, rôle du « voltigeur » — celui qui précède la patrouille d'environ une vingtaine de mètres et observe le terrain, pour donner ensuite le feu vert au groupe.

Nous ne connaissons ni le lieu ni la date. Opération combinée avec l'armée de terre.

La « grande première » est prévue avec départ à 3 heures. Les camions ▶



R. Bail

Entraînement des « saccos » sur Zodiac. Le commandant, un ancien d'Indochine, attend du nouveau contingent qu'il se prépare, moralement et physiquement, à faire face, dans les meilleures conditions possibles, à la guérilla imposée par le F.L.N. Lui-même participera à toutes les actions et à toutes les « marches forcées » de la section. ▶

les "voltigeurs," se couvrant mutuellement, progressent rapidement

du « train » nous y conduisent. Nous traversons Maison-Carrée, prenons la route de L'Arba, à 18 km de là, direction Blida, mais avec bifurcation vers Hammam-Melouane.

Nous découvrons, dans le petit jour, une région montagneuse, l'Atlas de Blida, avec les trois sommets où se déroulera l'opération, le djebel Sidi-el-Mokref, 1 252 m, le Tizgui, 1 058 m, et l'Alloué, 1 319 m.

Nous « crapahutons » pendant des heures dans un décor aux aspects changeants. Des incendies ont transformé de grandes surfaces, pentes et vallons, en désert squelettique. Seuls quelques troncs noircis dressent vers le ciel leurs branches décharnées. Au sol, la végétation disparaît sous une couche de cendre épaisse et grisâtre.

Deux morts

Nos tenues se transforment rapidement aux couleurs naturelles, nos mains et nos bras sont zébrés par le frottement des restes calcinés.

Chacun à notre tour, nous devenons porteur du fusil mitrailleur et de son complément, le caisson de munitions. Bien souvent, la chaîne s'impose pour faire franchir à ces engins encombrants et lourds les endroits difficiles.

La chaleur devient de plus en plus accablante au fil des heures, les zones d'ombre sont recherchées et appréciées.

Le franchissement de l'oued el-Akra nous apporte un peu de fraîcheur. Les chapeaux de brousse, transformés en récipients, servent à nous asperger copieusement le visage, le cou, la nuque... Appliquant les consignes, nous évitons de boire cette eau. La pause casse-croûte est décidée, il est 12 h 30. Nous découvrons pour la première fois les « boîtes de ration » contenant un assortiment de conserves, pâté, sardines, corned beef, ainsi que des biscuits, une petite bouteille de tafia, le paquet de cigarettes...

L'opération reprend et l'approche des lieux habités est faite selon un rite bien ordonné. La méfiance est de rigueur.

Les groupes avancent par à-coups et avec prudence, ceinturant les mechtas. Les « voltigeurs », se couvrant mutuellement, progressent rapidement, arrivent aux abords du village, observent, pénètrent, contournent et, par gestes, invitent le gros de la troupe à se découvrir.

La fouille s'opère par la visite systématique des locaux et par l'interrogatoire des habitants, qui répondent évasivement, avec crainte.

Dans cette région, j'ai l'impression que les habitants des mechtas vivent en dehors des faits, menant paisiblement une vie campagnarde, que vient troubler cette horde de militaires bigarrés représentant à leurs yeux le déferlement du modernisme... Ils ne comprennent pas que l'on attente à leur quiétude par des actes guerriers sous prétexte de représenter l'ordre.

Nous « crapahutons » depuis bientôt onze heures, quand des coups de feu éclatent au loin, sur la droite. Les ordres fusent, les « talkies-walkies » grésillent, un groupe a accroché. Les armes automatiques entrent en action et pendant dix minutes les échanges se succèdent. Notre groupe se précipite vers l'endroit où s'expliquent les armes. Le calme renaît, les fellaghas décrochent, laissant deux morts sur le terrain.

L'intermède ayant été suivi par radio, les hélicoptères interviennent et tentent de suivre la retraite du groupe rebelle, mais sans succès dans cet enchevêtrement naturel.

Le quadrillage prend fin à la nuit



Manaut-Esquieule R. Bail



Les commandos marine, ces « bérets verts » aux noms célèbres : commandant Jaubert, Penfentenyo, Montfort...

nt aux abords du village

◄ **14 juillet 1960 : les fusiliers marins, portant fièrement la fourragère rouge de leur régiment, participent au défilé dans les rues d'Alger.**

« Parcours du combattant », exercice de tir, *close-combat*, entraînement, mais aussi de longues marches et bientôt, le « crapahutage » dans le djebel. ►

tombée, avec le franchissement de l'oued Bou-Maon.

Les camions nous attendent, pour nous ramener complaisamment vers Siroco. Il est 22 heures quand nous en franchissons les portes. Durée de la promenade : dix-neuf heures.

L'annonce de nos affectations ne provoque aucune surprise : la section auto part en D.B.F.M. à la frontière marocaine.

Le dernier jour à Siroco avant le départ pour la demi-brigade de fusiliers marins stationnée à la frontière marocaine, neuf « pompons rouges » de la section auto décident de marquer par un dîner la fin du stage. Les fonds mis en commun permettent le restaurant.

En début d'après-midi, commande est passée dans un restaurant de Lapérouse ! Je ne sais si cette petite bourgade du cap Matifou doit son nom au navigateur français, mais cette sortie fut pleine de péripéties ayant l'apparence d'un naufrage ou du sabordage de la flotte...

Nous quittons finalement Siroco sans regret, souhaitant bien du plaisir aux prochains contingents. Les camions nous emmènent à Alger où nous prenons le train à 7 h 30 à destination d'Oran.

Branle-bas

La traversée d'une partie de l'Algérois et de l'Oranie, nous prend neuf heures pour effectuer les 430 km, temps raisonnable en raison de fréquents arrêts.

Ce ruban de voie ferrée nous fait découvrir les villes de Boufarik, Blida, Affreville, sur notre gauche le massif de l'Ouarsenis, à droite, longeant la voie, l'oued Chélif. Quelques minutes d'arrêt à Orléansville, Inkermann, Relizane, et, pour terminer, Oran.

Nous étions dans des wagons réservés à la troupe. Entassés avec armes et bagages, n'ayant pas assez de nos bras pour transporter notre matériel. Sac marin, sac « biffin », une valise, fusil, etc., nous donnaient l'allure de « bêtes de somme ».

A la sortie de la gare d'Oran, des camions de la marine nous transportèrent à Arzew, distant de 36 km. Arzew est une base importante de la marine et sert d'entraînement aux compagnies de débarquement.



R. Bail



R. Bail



Au milieu des rappelés, le contre-amiral Ponchardier. A droite, debout, le lieutenant de vaisseau Achille Fould.

Nous passons la nuit dans un dortoir et surtout dans des lits, que nous apprécions après notre séjour sur des lits de camp.

Le lendemain, branle-bas à 6 heures pour un départ à 7 h 30. Nous embarquons sur L.C.M., genre de péniche de débarquement, qui nous conduit vers le large où, au mouillage, l'aviso *Élan* nous attend. Le transbordement s'effectue sans histoire.

L'appareillage a lieu à l'heure fixée, par un temps superbe, mer d'huile et soleil magnifique.

Notre navire évite le cap Carbon, le cap Ferrat aux roches escarpées. Nous apercevons Oran, au fond de sa baie, ainsi que Mers el-Kébir.

En droite ligne sur le cap Falcon, nous nous dirigeons sur Nemours, à environ 160 km de là. Notre arrivée est prévue vers 17 heures... H

Michel AOUSTIN

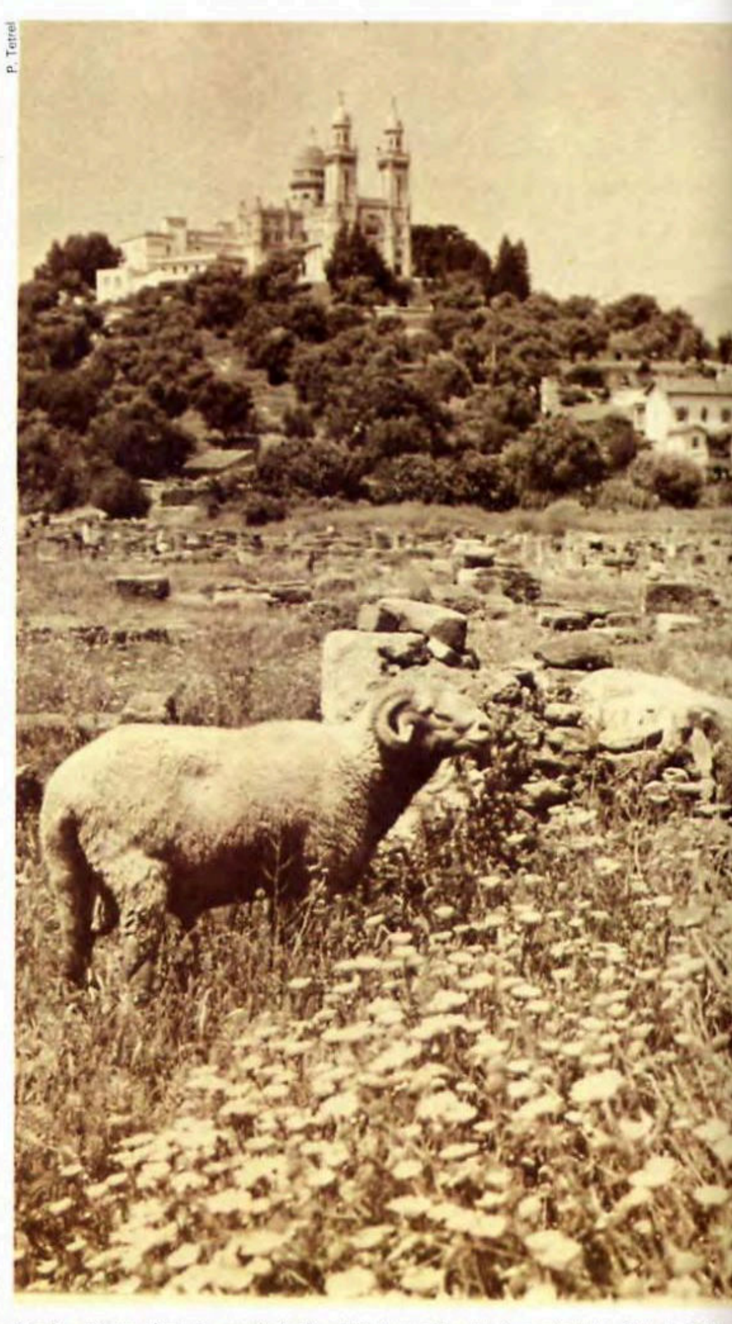
ON EST BONOIS COMM



Ruines d'Hippone, près de Bône. Hippone fut la résidence favorite des rois de Numidie.



La fondation d'Hippo Regius est antérieure à celle de Carthage, dont elle fut l'alliée.



Sur les ruines plane le souvenir de saint Augustin, mort pendant le siège de 430.

On est bônois comme on est marseillais. Trois mille ans avant notre ère, les Crétois furent attirés par la sûreté du mouillage dans cette rade aérée et vivace.

Ils prenaient la succession de toutes sortes de peuplades du paléolithique et du néolithique qui ont laissé dans la région des traces passionnantes pour les archéologues.

Elle est riche dès les Phéniciens, puis sous les Carthaginois et surtout sous les Romains, dont les citernes sont toujours utilisées.

L'Empire romain s'effondre... Hippo Regius (Hippone) demeure èt, au V[e] siècle, brille d'un vif éclat grâce à son évêque, saint Augustin, qui fait de sa ville le « centre de la chrétienté ».

C'est au VII[e] siècle que naît, sous l'occupation arabe, An-Naba al-Hadida, germe de la Bône actuelle.

Faisons ce rêve d'y revenir en bateau.

A flanc de coteau, c'est d'abord l'émerveillement du cimetière, dont toute l'Afrique du Nord assurait qu' « il donne envie de mourir ». C'est un chatoiement de rose, de vert, d'ocre, de blanc, de bleu qui a enchanté nombre de maîtres de la palette.

Pour arriver au cap de Garde, d'où la vue est aussi admirable, on longe des criques aux noms évocateurs : plage du Lever-de-l'Aurore, baie des Caroubiers, baie des Corailleurs, crique Beau-Rivage.

Quittons à présent le bateau : toute voisine du port, Bône nous ouvre largement ses belles avenues larges et ombragées, où « les terrasses des brasseries nous tendent leurs fauteuils ».

Tout le monde s'y connaît ; le Bônois n'est pas n'importe qui, il est bônois avant tout. Il est très fier de sa ville et il aurait bien aimé que Bône fût la capitale départementale... mais l'administration manque de fantaisie et de sentimentalité.

Pour s'y donner rendez-vous, un seul

ON EST MARSEILLAIS...



Bône : des jardins fleuris ; une ville où il fait bon vivre...



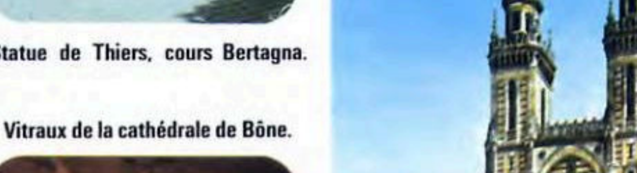
Statue de Thiers, cours Bertagna.



Le palais consulaire. Là, officiait le vieil écrivain public.



Le stade municipal et ses environs : les joies du « foot ».



Vitraux de la cathédrale de Bône.



La basilique Saint-Augustin, inaugurée au début du siècle.



L'hôtel de ville : des colonnades en marbre de Filfila.



L'hôtel des finances : édifice moderne aux lignes sobres.

Bône. La ville eut naguère d'actives relations commerciales avec Pise. Les Pisans possédaient en ses murs un quartier avec une église, un four, un bain. Les Florentins y vinrent à leur tour échanger leurs tissus contre des chevaux et des laines. Les Génois, les Catalans et les Marseillais entretinrent aussi avec elle un négoce intense.

endroit : le cours Bertagna, car « on fait le cours », de 18 à 20 heures, comme à Constantine, « on fait la rue Caraman » et à Alger, « la rue d'Isly ». Toute la jeunesse s'y retrouve pour jacasser et flirter un brin sous le regard vigilant des anciens, confortablement installés aux terrasses devant l'anisette sacrée.

Quand l'horloge de la mairie égrène son huitième coup, le calme revient, le cours se vide comme par enchantement : tout le monde rentre chez soi... et recommence le lendemain, au premier coup de 6 heures.

Oui, le pays de la gaieté : pas de ces visages longs d'une aune et tristes que l'on croise dans le métro. Quel changement pour celui qui a quitté sa terre, sa maison, sa vie !...

Il y avait là-bas des « figures » inoubliables.

« Binguèche », le clochard-chiffonnier, sur le dos son balluchon enfilé sur un bâton, son vieux chapeau marron bien enfoncé sur sa tête encadrée d'une barbe mal taillée. Non, il ne faisait pas « la manche », comme on dit à Paris, mais c'était « une fugure », qui faisait les poubelles et en tirait tout un tas de trésors qu'on lui marchandait ardemment au marché arabe ! Tous ceux à qui il racontait d'invraisemblables histoires, en pataouète à lui, l'ont regretté.

Je me souviens aussi de l'écrivain public, ce vieux musulman si fier de sa raison sociale. Il était bien utile à tous ceux qui ne savaient ni lire ni écrire : il donnait des nouvelles aux vieux parents, il faisait des déclarations d'amour, de jolies lettres très fleuries. Plus prosaï- ▶

◀ **Vue aérienne de Bône. Au cours de la seconde guerre mondiale, elle servit de base d'opérations aux Alliés et, pendant l'hiver 1942-1943, fut violemment bombardée. Au cours de la première guerre mondiale, déjà, elle avait été bombardée par le croiseur allemand *Goeben*.**

Coll. particulière

le vieil écrivain public pique une colère...

quement, il remplissait des mandats, il rendait une foule de services.

Il n'avait pas de bureau, pas besoin de loyer pour les marches de l'escalier du Palais consulaire. Son matériel ? Un vieux cartable datant de son enfance lui suffisait à le transporter : un bloc acheté à Monoprix, pour les lettres sérieuses, un cahier de brouillon, un tout petit encrier d'encre violette et un porte-plume d'écolier.

Le Palais consulaire est juste à côté de la poste et dès l'ouverture des bureaux, la clientèle défilait. Il écrivait bien, ses lunettes en fer solidement assujetties, et il était toujours très calme et très gentil. Pourtant, un jour, il piqua une colère (Raimu ne l'aurait pas reniée !) : en ouvrant le journal à la page de Bône pour s'enquérir des dernières nouvelles, il eut la stupeur d'y apprendre qu'il était mort !...

Comment cela avait-il pu se produire ? Le Trésor public jouxte la poste et un contribuable musulman — naturellement — était arrivé à la perception avec un écrivain public d'un autre quartier, pour remplir une déclaration que tout le monde connaît trop bien, et ce pauvre écrivain public, pris d'un malaise, mourut dans le bureau de la perception. Le chroniqueur local, mis au courant du fait et n'ayant pas aperçu, de quelques jours, le vieil écrivain du Palais consulaire, en conclut que c'était lui le mort. Il fit un article avec le titre suivant : « L'écrivain public du Palais consulaire est mort. »

Un crime de lèse-majesté

Le sang de notre « homme de lettres » ne fit qu'un tour, il y avait de quoi ! Il se précipita d'abord au bureau du journal pour exiger démenti et réparation, et surtout connaître celui qui avait commis ce crime de lèse-majesté. Le mal fut « réparé » après de longues palabres, mais où l'affaire se corsa, c'est quand notre écrivain alla au bureau du Trésor pour connaître le nom et l'adresse du contribuable pour exiger une indemnité de « passage sur son territoire avec un concurrent »... Ce milieu a aussi ses lois !

C'était l'époque des attentats à la bombe. Peut de temps avant sa mort, je reçus, à Bône, la visite d'Albert Camus, qui me rappelait tant Humphrey Bogart. Sanglé dans son trench-coat mastic, il ressemblait un peu à un policier. Il était venu revoir sa maison natale, au Chapeau-de-Gendarme.

Dans mon minuscule bureau d'agence, je présentai Albert Camus à un de mes amis en citant « prix Nobel », cela devant mon garçon de courses, qui était très curieux. Interprétant à sa manière la phrase que j'avais prononcée, Hocine me demanda ensuite qui était ce Nobel.

Le téléphone arabe

Il n'avait guère dépassé les classes élémentaires, mais il commençait à taper sur le télex, et, malgré ses cinquante ans, cherchait toujours à s'instruire. Je lui dis que Nobel était l'inventeur de la dynamite. Lui, qui n'avait pas inventé la poudre, répandit la nouvelle à sa manière. Comme à Bône le téléphone arabe bat de loin les PTT, un service de police compétent prit cette information (?) très au sérieux : un matin, je reçus la visite d'un officier de police que je connaissais fort bien, mais dont je tairai le nom afin de ne pas nuire à son avancement. Il me demanda, très sérieusement, si Nobel, avec qui on m'avait vu plaisanter dans les bars, était toujours à Bône et à quel hôtel il était descendu, car on ne le trouvait pas sur les fiches de police.

Je crus tout d'abord à une aimable plaisanterie et faillis éclater de rire, mais encore plus sérieux il me dit :

« Vous le connaissez et nous savons que c'est lui qui pose les bombes ; il faut lui mettre la main dessus car, depuis quelques jours, les attentats redoublent !... »

Voyant le sérieux avec lequel il me parlait, je le renvoyai au dictionnaire pour obtenir l'adresse, ce qui le déconcerta beaucoup. Au même moment, Camus entra dans mon bureau et notre officier de police fut tout à fait éberlué lorsque, faisant les présentations, j'annonçai : « Albert Camus, journaliste et prix Nobel de littérature »... Je vous laisse imaginer la tête de ce policier, qui croyait avoir levé un beau lièvre.

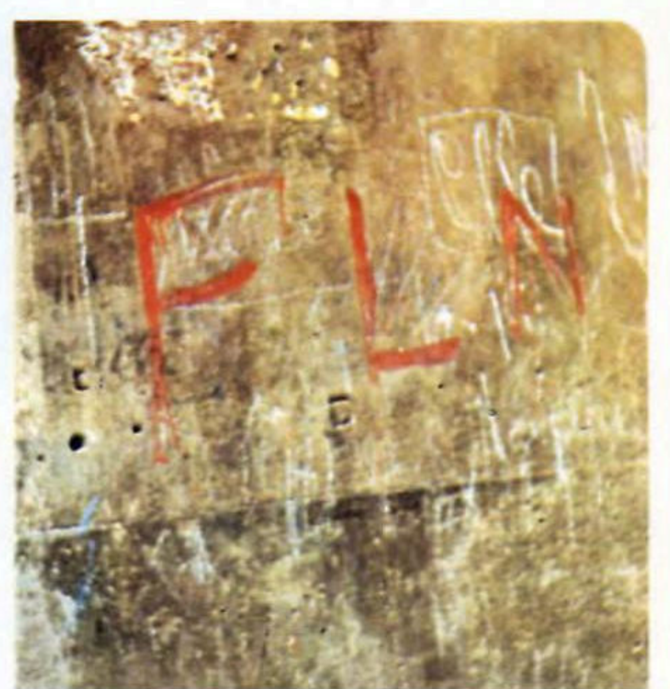
... Oui, c'est bien vrai : on était bônois comme on est marseillais... 

Georges FAURE

LES RECRUES DE FRANCIS JEANSON



Coll. particulière



Hein



Coll. particulière



Coll. particulière

De ses activités en France, le F.L.N. tire deux avantages : l'un financier, en pressurant la colonie algérienne; l'autre politique, en suscitant des collaborations parmi l'intelligentsia française. C'est ainsi que les Éditions de Minuit, la librairie Maspéro, comme les Éditions du Seuil, ont des ennuis avec la justice.

Si, à ses débuts, le réseau Jeanson était presque uniquement composé d'intellectuels, professeurs, avocats, universitaires, artistes, dès l'année 1959, des ouvriers et des employés le rejoignaient. On ne pourra sans doute jamais dénombrer la « minorité agissante » qui apporta une aide au F.L.N. Car, avant et pendant le réseau, il y eut de nombreux Français qui « rendaient des services », chacun individuellement, à un Algérien ami, sans rien ignorer de son activité. C'était tantôt un hébergement, tantôt une garde de tracts, voire un transport.

Les motivations de ceux qui apportaient, peu ou prou, leur aide au F.L.N. étaient fort différentes.

A l'origine il y avait un petit nombre de marxistes et de chrétiens qui s'engageaient politiquement en raison de leurs convictions. Mais il y avait surtout des libéraux, des humanitaires, qui, condamnant la guerre, approuvant le principe de l'indépendance algérienne, condamnaient certaines méthodes du F.L.N., se ▶

un peu pitié le jour et un peu peur la nuit

demandaient si le M.N.A. ne représentait pas une partie du peuple et, surtout, pensaient qu'ils ne pouvaient rien faire.

En les contactant, les membres du réseau Jeanson découvraient tout cela, les informaient sur la non-représentativité du M.N.A. et sa collusion avec la police française. Sur la question des attentats aveugles, ils leur disaient que les avis étaient partagés au sein même du réseau *et aussi du F.L.N.*

On passait alors à des problèmes pratiques :

– Je connais un Algérien qui cherche un logement discret. Pouvez-vous l'aider?

– Est-il au F.L.N.?

– Ils y sont tous !

– Je veux dire : est-il clandestin?

– Oui. N'approuvez-vous pas sa lutte?

– Si.

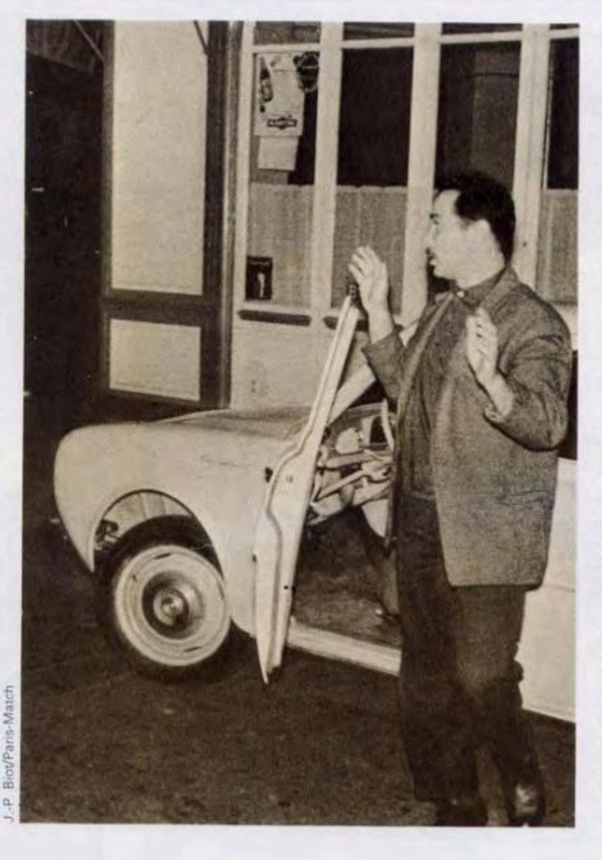
Tel était le dialogue cent fois répété qui débouchait neuf fois sur dix sur une acceptation d'« aide ».

Sauer/Paris-Match

Filatures, rafles, perquisitions, contrôles d'identité : les policiers mènent la vie dure aux Algériens, et les arrestations se multiplient. Mais il leur faudra beaucoup de temps avant de réaliser que le F.L.N. bénéficie d'une aide française. On peut estimer les effectifs du réseau Jeanson à quelque quatre mille personnes. Cependant, la plupart n'étaient pas totalement engagées, mais apportaient une aide déterminée, bien que sporadique. A ses débuts, le réseau était presque uniquement composé d'intellectuels, professeurs, avocats, artistes, etc.

Des romantiques pour le maquis

Ce n'était pas, au départ, un engagement politique, mais il ne tardait pas à le devenir par l'inévitable dialogue entre l'hébergeant et l'hébergé. Qu'on se souvienne : à l'époque, il n'y avait pas tellement de dialogues, l'Algérien étant celui qui « faisait un peu pitié le jour et un peu peur la nuit ». En remettant sa clé à un militant algérien, le Français faisait connaissance avec le F.L.N. Seulement informé jusque-là par la presse, il savait peu de choses sur l'appel du 1er novembre 1954 et sur le programme du Front. Souvent, il arrivait qu'une recrue « planque » ou « prête-nom » se portât volontaire pour d'autres tâches. Certains, plus « romantiques » voulaient combattre dans les maquis et c'est avec quelque difficulté qu'on leur faisait admettre qu'ils seraient plus utiles en portant des valises à Paris, à Lyon, à Marseille ou à Toulouse...



J.-P. Biot/Paris-Match

Repérable facilement en raison de son « faciès », le Nord-Africain est pourchassé sans répit dans les villes comme dans les campagnes. De ce fait, il deviendra pour certains humanitaires un objet de pitié. Bien que n'approuvant pas certaines méthodes du F.L.N., ceux-ci n'hésiteront pas à apporter leur aide, généralement en hébergeant des « clandestins » traqués. Pour d'autres, il ne s'agira ni plus ni moins que d'un engagement politique. Le Front bénéficiera aussi, de la part d'une certaine presse parisienne, journaux ou revues, de la publication de commentaires favorables à sa cause, qui serviront sa propagande en France.



Plus étoffé et plus structuré, le réseau pouvait accomplir ses multiples missions et développer sa propagande. Cependant, il demeurait une petite organisation par ses effectifs.

La difficulté majeure du réseau résidait dans l'obligation d'avoir à entrer en contact avec des Algériens. C'est-à-dire avec des hommes facilement repérables *physiquement* par la police, qui ne manquait pas d'effectuer des filatures régulières et automatiques au hasard. L'Algérien était sans cesse à la merci de contrôles dans les transports. De nombreuses filatures ont amené les policiers jusqu'aux contacts français des Algériens, ce qui explique les premières arrestations de quelques membres du réseau Jeanson.

Les mots d'ordre du recrutement étaient : « A chacun selon sa conscience, à chacun selon ses possibilités. » Aux « humanitaires », on demandait hébergement, soins, certificats de complaisance, etc.

La police mit beaucoup de temps avant de se rendre compte que le F.L.N. bénéficiait d'une aide française. Au début de la guerre, elle avait orienté ses recherches vers le parti communiste et l'Union de la gauche socialiste, mais elle s'aperçut rapidement que ces formations n'étaient pas pour l'aide pratique. Cependant il était arrivé qu'ici ou là la P.J. et la D.S.T. missent la main sur un Français ou une Française convaincus d'avoir donné refuge à un « hors-la-loi » ou même d'avoir détenu des documents F.L.N., mais elles ne se doutaient pas de l'existence d'un réseau organisé en dehors des partis légaux. Mais par des filatures et arrestations d'Algériens, la police finit par acquérir la certitude que le F.L.N. était épaulé par un réseau de soutien.

La paperasserie algérienne le confir-



Ch. Courrière/Paris-Match



P. Habans/Paris-Match

mait. Les avocats du collectif F.L.N. prévinrent Francis Jeanson que les policiers et les juges d'instruction orientaient désormais les interrogatoires d'Algériens sur une organisation française clandestine. Ce n'est qu'à partir de ce renseignement sûr que le réseau fit paraître *Vérités pour*, convaincu que cela n'apprendrait plus rien à la police. Cette dernière arrêta quelques sympathisants du réseau qui ne pouvaient que l'amener jusqu'au noyau. Pour ces premières arrestations, qui étaient bien mentionnées dans la grande presse par des entrefilets, la justice et le pouvoir choisirent le silence. On estima que ces scandales « isolés » ne devaient pas bénéficier de la publicité des procès. Après une brève incarcération préventive, les inculpés furent mis en liberté provisoire.

Quels que fussent les défauts d'organisation du réseau Jeanson, tout de même un cloisonnement minimum avait été établi et des principes de clandestinité instaurés. On essaya de protéger au mieux l'anonymat de ceux qui assumaient les plus grandes responsabilités et, en premier lieu, de Francis Jeanson – qui ne sera jamais arrêté et que le plus grand nombre ne connaissait que sous le nom de « Vincent ». Les réunions « au sommet » étaient rares et se tenaient dans des lieux « vierges », les ordres étant transmis le plus souvent par des agents de liaison. Tous avaient des pseudonymes et en changeaient souvent. Les numéros de téléphone étaient codés et les rendez-vous indispensables entre membres du « noyau » avaient lieu dans des bars d'hôtel à double issue, des salons de thé, des jardins, etc.

L'apparition du mouvement « Jeune Résistance », constitué par de jeunes appelés ou rappelés et totalement en dehors du réseau Jeanson, devait marquer une date importante dans une guerre qui pourtant n'en manqua point.

Des femmes sur les rails

« Jeune Résistance » n'avait pas uniquement pour projet d'organiser un réseau d'évasion pour déserteurs, mais de développer un mouvement de résistance à la guerre d'Algérie et au fascisme auprès de l'ensemble des jeunes Français mobilisables ou pas. *Vérités pour* ouvrit ses colonnes à « Jeune Résistance » qui, s'adressant d'abord à ceux qui devaient « servir » vingt-sept mois en Algérie, les informait que des réseaux d'accueil s'étaient constitués dans tous les pays voisins de la France.

Certains des fondateurs de « Jeune Résistance » étaient passés par le réseau Jeanson, c'est-à-dire par le canal de l'aide pratique, mais c'était le plus petit nombre et les deux organisations étaient distinctes. Cependant, le réseau mit en œuvre tous les moyens dont il disposait en faveur des insoumis et des déserteurs regroupés. Dans l'esprit des animateurs de « Jeune Résistance » et des rédacteurs de *Vérités pour*, il s'agissait moins d'affaiblir sensiblement l'armée française sur le terrain que, par le *refus*, de porter un témoignage capital.

Lorsque, à la gare de Lyon, le 6 octobre 1955, 600 « disponibles » empêchèrent leur train de partir en tirant la sonnette d'alarme et que, spontanément, mères et femmes se couchèrent sur la voie, la quasi-totalité de la gauche française s'interrogeait sur ce fait et sur ses répercussions possibles au sein des masses. Elle estimait que la situation n'était pas « mûre ». « Jeune Résistance » et le réseau Jeanson estimèrent qu'elle avait mûri.

Les témoignages de refus se faisaient de plus en plus nombreux. Outre les lettres adressées à divers journaux et revues, des livres de déserteurs et d'insoumis étaient publiés aux Éditions de Minuit, chez François Maspéro et au Seuil. En dépit des saisies automatiques pratiquées par les autorités, deux livres firent grand bruit, *le Déserteur*, de Maurienne, et *le Désert à l'aube*, de Noël Favrelière. Ce dernier, sous-officier en Algérie, avait déserté en emmenant un prisonnier algérien.

Des micros dans les voitures

Et la police voulut en finir avec le réseau Jeanson. Elle entreprit un travail patient de filatures et de fiches. Au lieu d'arrêter immédiatement un militant repéré elle le laissait courir afin qu'il la menât jusqu'au « noyau ». Son but n'était plus d'obtenir des succès isolés, mais de démanteler le réseau et surtout de mettre fin aux filières d'évacuation de l'argent du F.L.N.

Des ordres impératifs avaient été donnés aux polices, et principalement à la D.S.T. pour mettre fin aux activités du réseau de soutien. Ce dernier n'était pas trop inquiet. S'il était arrivé, dans le passé, que plusieurs de ses militants eussent acquis la certitude d'avoir été « filés », en ce début de 1960, ils se convainquaient les uns les autres qu'ils étaient hors de danger, les pistes étant brouillées.

En vérité, ils sous-estimaient l'acharnement et les nouvelles méthodes de la D.S.T.

Des micros étaient placés dans les voitures du réseau (en « bricolant » de nuit les postes radio) ainsi que des postes émetteurs remplaçant avantageusement les délicates filatures dans le trafic automobile parisien : le militant signalait lui-même sa position par ondes courtes aux policiers qui n'avaient qu'à installer des relais afin de continuer de pister, à pied, les suspects lorsque ceux-ci stoppaient leur voiture.

Le service cinématographique de la D.S.T. était également très au point : des caméras habilement dissimulées dans des voitures courantes (taxis, camionnettes, etc.) filmaient à leur insu les membres du réseau au moment où ils prenaient contact avec des Algériens. Enfin, la D.S.T. faisait des prodiges dans l'art de la surveillance du courrier, du décryptage des messages codés, des perquisitions... clandestines et des écoutes téléphoniques. Elle échoua cependant sur un point important : le réseau ne fut jamais « fliqué », c'est-à-

l'argent du F.L.N. continue ses voyages

dire qu'aucun policier, aucun indicateur ne parvint à s'y introduire.

Au mois de janvier 1960, la D.S.T. décida de fermer les filets qu'elle avait tendus pendant sept mois; le même jour, un peu partout sur le territoire mais essentiellement à Paris, elle arrêta sans coup férir six Algériens membres du comité fédéral du F.L.N. : Haddad Hamada, responsable de la Fédération de France du F.L.N.; Aliane Hamimi; Hannoun Saïd; Daksi Allaoua; Ould Younès et Brahimi Lounis et une trentaine de Français.

Pour la D.S.T., une seule ombre au tableau, elle « ratait » Francis Jeanson à son refuge qu'elle avait pourtant localisé au 17, rue des Acacias, à Paris.

Pendant trois jours et trois nuits...

La Fédération de France perdait son chef, mais le réseau sauvait le sien. Remplacer le premier ne présentait pas de grandes difficultés, mais Francis Jeanson devait avoir quelque mal à réorganiser ses « services ».

Pendant trois jours et trois nuits, sans désemparer, les policiers interrogèrent Algériens et Français. Leurs objectifs étaient :

1. Obtenir de tous des aveux qui confirmeraient leurs enquêtes et assureraient de « bonnes » condamnations;

2. Connaître l'adresse du nouveau refuge de Francis Jeanson et la « filière fric », qu'ils n'avaient pu détruire en quatre années de recherches.

Étant donné les grades (donc le passé militant) des Algériens appréhendés, la D.S.T. ne se faisait guère d'illusions sur leur « esprit coopératif ». Mais le commissaire principal Sérinelli pensait ne faire qu'une bouchée des Français intellectuels ou artistes; des « amateurs » en quelque sorte... Il devait déchanter; non que ces « interpellés » restassent muets, mais ils s'en tenaient à des déclarations politiques et à des considérations générales sur le colonialisme et l'internationalisme (1).

Francis Jeanson n'était pas arrêté. L'argent du F.L.N. continuait ses « voyages ». Mais le juge Batigne fit écrouer sous l'inculpation d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État tous ceux qui avaient été gardés à vue. Les femmes allèrent à la prison de la Petite-Roquette et les hommes soit à celle de la Santé, soit à celle de Fresnes.

De *l'Aurore* à *France-Soir* en passant par *le Monde*, un même mot qualifiait

(1) Du moins ceux dont le dossier ne permettait pas de plaider non coupable.





La prison de la Santé *(en haut)* et celle de Fresnes *(en bas)*, où les hommes du réseau Jeanson seront écroués. Les femmes seront envoyées à la Petite-Roquette.

les Français emprisonnés : traîtres! On réclamait une instruction rapide et un procès exemplaire. Empêchés momentanément de répondre, les emprisonnés préparaient leur procès, qu'ils voulaient résolument politique.

Si à la Santé et à Fresnes des quartiers à régime semi-politique avaient été ouverts depuis quelques années, il n'en existait pas encore à la prison de femmes de la Petite-Roquette. Sur instructions d'Edmond Michelet, ministre de la Justice, Sœur Armence, la mère supérieure, y pourvoyait.

La 2e division de Fresnes était occupée par 1 500 Algériens du F.L.N. Les Français du réseau demandèrent et obtinrent d'y « résider » aussi.

De l'alphabétisation au baccalauréat

Ce qu'ils devaient découvrir était stupéfiant : la discipline n'était pas assurée par l'administration pénitentiaire mais par un comité de détention F.L.N. dirigé par Bachir Boumaza (futur ministre de Ben Bella et de Boumediene) et Moussa Kebaïli, tous deux coauteurs de *la Gangrène*.

En échange de l'ordre et du calme, le directeur de la prison concédait de nombreux avantages : cellules ouvertes toute la journée, « extinction des feux » retardée à 21 heures, cours divers depuis l'alphabétisation jusqu'au baccalauréat (donnés par des détenus et des visiteurs de prison de Pax Christi), régime alimentaire de faveur avec cuisiniers algériens, libre exercice du culte musulman, reconnaissance du « comité de secours aux détenus » avec attribution d'un local pour ses stocks (victuailles, matériel scolaire, etc.), journal intérieur, *le Prisonnier*, écrit à la main et recopié de cellule en cellule, droit de chanter chaque matin l'hymne national algérien, etc.

Les Français du réseau Jeanson se retrouvèrent tous professeurs ou instituteurs. Dès leur arrivée à Fresnes, de nouvelles classes furent ouvertes et, six mois plus tard, on fêta la fin de l'analphabétisme et on enregistra six succès au certificat d'études primaires et un au « bac »!

De mémoire de gardien de prison on n'avait jamais vu cela! Ils étaient satisfaits que leurs tâches fussent réduites au minimum. Leur plus grande surprise fut de voir arriver un détenu peu ordinaire : un prêtre de la Mission de France, lui aussi accusé d'aide au F.L.N. et à qui un cardinal vint rendre visite.

Lorsque l'instruction du procès Jeanson, ou plutôt de « Haddad Hamada et autres », toucha à sa fin, les accusés pensèrent que les audiences n'allaient pas tarder à venir. Il n'en fut rien. Le moment n'était pas jugé opportun : Mohamed Ben Yahia et Ahmed Boumendjel, délégués du G.P.R.A., gratifiés du titre de plénipotentiaires, étaient conviés aux premières négociations de Melun. Après leur échec on put enfin faire le procès des Algériens « hors la loi » et des « traîtres » français.

(à suivre)

François RIVES

Des prêtres entreront au réseau. Parce qu'ils condamnent la guerre et approuvent le principe de l'indépendance.



HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Avril 1960

FRANCE

1er : explosion de la deuxième bombe atomique française à Reggane (Sahara). Protestation du Japon, du Ghana et du Soudan.
1-2 : entretiens de Gaulle-Khrouchtchev à Rambouillet.
3 : création du parti socialiste unifié (P.S.U.).
4-5 : grève aux Chantiers navals de Saint-Nazaire, à Sud-Aviation (Nantes) et à General Motors (Gennevilliers).
11-13 : XLIXe Congrès de l'U.N.E.F.
21 : grève à l'usine atomique de Marcoule.
23-24 : recrudescence des attentats terroristes en métropole.
25 : exclusion de Jacques Soustelle de l'U.N.R.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : arraisonnement du cargo yougoslave Slovenija *en Méditerranée.*
2 : violent accrochage dans la région de Batna.
Le Maroc demande l'évacuation des bases françaises.
4-6 : réunion du G.P.R.A. à Tripoli.
10-15 : visite de Nasser au Pakistan.
11-13 : voyage de Michel Debré en Algérie.
12 : le G.P.R.A. décide de ratifier les conventions de Genève.
21 : visite au Maroc du roi de Jordanie.
23 : le général Challe quitte l'Algérie.
25 : incidents à la frontière algéro-tunisienne.

AFRIQUE

2 : signature des accords franco-malgaches sur l'indépendance et la coopération, et, le 4, signature des accords franco-maliens.
7 : conférence panafricaine à Accra (Ghana).
10 : élections législatives au Cameroun.
11-15 : conférence afro-asiatique de Conakry (Guinée).
15 : réunion du Conseil de l'entente à Abidjan.
27 : proclamation de l'indépendance du Togo.

AMÉRIQUE

4 : réunion afro-asiatique à l'O.N.U. sur la bombe atomique.
18-30 : voyage du général de Gaulle au Canada, aux États-Unis et en Guyane.
21 : inauguration de la ville de Brasilia.

ASIE

19-25 : voyage de Chou En Lai en Inde.
24 : élections générales au Laos.

EUROPE

5-8 : voyage du général de Gaulle à Londres.
8-23 : crise gouvernementale en Italie.
17 : accord commercial soviéto-canadien.
30 : signature à Moscou du protocole franco-soviétique sur les accords scientifiques et techniques pour 1961.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



DE NOUVEAUX CHEFS POUR L'ALGÉRIE

Sommaire

- **D'un général à l'autre**

« Socrate vert » marque un nouveau voyage du général de Gaulle mais aussi la dissolution du tandem Challe-Delouvrier. A la place de l'aviateur arrive le polytechnicien gaulliste et décidé à le rester... du moins à son arrivée au commandement des forces françaises en Algérie.

- **Le bilan d'une mission**

Au lendemain des barricades, le sort du général Challe est réglé. Mais de ce commandement en Algérie, peut-il rendre compte sans complexe à Paris ? La poursuite engagée contre l'A.L.N. pendant un an débouche-t-elle, en ce mois d'avril 1960, sur la pacification ?

- **Un gaulliste de vieille souche**

A 1 300 m d'altitude, en Kabylie, de Gaulle a un entretien avec un de ses plus anciens compagnons, François Coulet, qui a repris du service actif. Il lui confie une nouvelle mission : la pacification politique de l'Algérie. Pour la réaliser, il se fera beaucoup d'ennemis.

- **Les Gnawas**

Descendants des Guinéens et des Soudanais, les derniers Noirs gnawas survivent dans la communauté algérienne. Ils ont conservé leurs mœurs, et le « diwan » leur permet, chaque année, de renouer avec leurs coutumes ancestrales.

- **Kimono 04**

Les commandos de chasse prouvent, au long des mois, leur efficacité. Le combat qu'ils mènent quotidiennement contre les katibas, souvent avec la participation de Français musulmans, devait faire naître dans leur cœur une passion pour l'Algérie.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1973. - N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 307 - 23 avril 1973.**

LES 2 PÉCHÉS CONTRE LA FRANCE

Le nouveau Candide a découvert, cette semaine dans son courrier, deux documents : l'un livre et une lettre, l'un et l'autre insolites. Le livre « La Révolution algérienne », édité à Milan, est signé Francis Jeanson. Ce Bordelais, licencié de philosophie, est recherché depuis deux ans par la police française et condamné par contumace à dix ans de prison pour avoir organisé des réseaux de soutien au F.L.N. (hébergement et transport des tueurs, collecteurs de fonds et agents F.L.N. et des déserteurs français).

La lettre, écrite à la Santé, est signée Jean-Marie Vincent, l'étudiant pied-noir arrêté pour avoir dirigé un réseau terroriste O.A.S. (plasticages — dont celui qui défigura la petite Delphine —, sabotages).

Au procès des assassins du commissaire Gavoury, les avocats ont réclamé le bénéfice de l'amnistie pour Vincent et les siens, comme à Evian les négociateurs F.L.N. l'avaient demandé pour Francis Jeanson et ses amis.

Mais le cessez-le-feu, que l'activisme refuse, peut-il permettre de passer l'éponge sur les péchés qu'ont commis contre la France Francis Jeanson et Jean-Marie Vincent ?

Ce n'est pas un débat politique mais une question posée à la conscience de tous les Français.

André Frossard et Maurice Clavel y répondent.



Francis JEANSON

Au nom de la révolution mondiale, il voulait la défaite de la France

par Maurice CLAVEL

On ne demandait qu'à oublier M. Francis Jeanson. Mais il vient de se signaler en publiant, hors de nos frontières, un livre stupéfiant. Nous en citons, ci-contre, quelques passages ainsi que des extraits d'un autre ouvrage du même auteur : « Notre guerre ».

[illegible]

Il y est allé

[illegible]

Obstruction platonique

[illegible]

Les thèses de Francis Jeanson

L'AUTEUR considère que la révolution algérienne concerne, d'un bout à l'autre du monde, tous les hommes qui se soucient de travailler activement à la réalisation de l'humanité.

Car il n'est pas un homme au monde qui ne soit concerné — consciemment ou non — par le sort de cette entreprise. « C'est pourquoi la révolution algérienne est aussi notre affaire. »...

[illegible]

La désertion

[illegible]

Attitude sans beauté

[illegible]

Lire la suite en page 8

Jean-Marie VINCENT

Au nom de l'intégrité française, il divisait les Français par la violence

par André FROSSARD

DEPUIS des années, nous sommes pris entre deux extrémismes qui, sans jamais dialoguer ensemble, se répliquent et se répondent si bien qu'ils semblent s'engendrer réciproquement.

[illegible]

Pas de sang

[illegible]

Une adorable jeune fille

[illegible]

Ne pas toucher à la police

[illegible]

En désespoir de cause

[illegible]

L'arrestation des principaux responsables du réseau Jeanson fut accueillie avec satisfaction par une grande partie de l'opinion publique. Alors que leurs enfants risquaient chaque jour leur vie en Algérie, de nombreuses familles françaises ne comprenaient pas que des personnalités apportent, en France, leur aide au F.L.N. Le temps de la contestation n'était pas encore arrivé.